

Les méthodes de recrutement des membres des groupes extrémistes dans le bassin du Lac Tchad : le cas de Boko Haram dans les provinces du Lac et du Hadjer Lamis au Tchad



Version du 15 avril 2022

Cette étude est rendue possible grâce au financement du Fonds de Consolidation de la Paix, du Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBF/PBSO) des Nations Unies au profit du bureau du PNUD au Tchad. Les avis émis dans ce rapport n'engagent aucunement le PBF/PBSO ni le PNUD. Ils relèvent de la seule responsabilité de l'auteur (BUCOFORE).

Sommaire

SOMMAIRE	1
TABLE DES ILLUSTRATIONS	3
1. INTRODUCTION	4
1.1. CONTEXTE DE L'ETUDE	4
1.2. OBJECTIFS DE L'ETUDE	4
1.3. METHODOLOGIE	5
2. CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION DE L'ETUDE	7
2.1. REPARTITION SELON L'AGE, LE SEXE ET LE STATUT MATRIMONIAL	7
2.2. REPARTITION SELON LE NIVEAU D'ETUDES ET L'OCCUPATION PROFESSIONNELLE	9
2.3. VOLUME DEMOGRAPHIQUE ET SITUATION ECONOMIQUE DU MENAGE	12
3. LES FACTEURS DE VULNERABILITE A L'ADHESION AUX GROUPES EXTREMISTES	14
3.1. LES FACTEURS SOCIOCULTURELS ASSOCIES AUX RAPPORTS DE GENRE COMME ELEMENTS INDIRECTS D'ORGANISATION DE L'ALLEGANCE AUX GROUPES EXTREMISTES	14
3.1.1. LES ROLES SOCIAUX LIES AU GENRE A TRAVERS LES MECANISMES DE SOCIALISATION	14
3.1.2.- LA SITUATION SOCIALE DES VEUVES, DIVORCEES ET VICTIMES DE STERILITE	19
3.2. FACTEURS RELIGIEUX COMME ELEMENTS POTENTIELS D'ORGANISATION DIRECTE DE L'ALLEGANCE AUX GROUPES EXTREMISTES	23
3.2.1. L'ARENE RELIGIEUSE LOCALE : PERCEPTION DE LA SITUATION DE L'ISLAM	23
3.1.2. LEGITIMATION DE L'EXTREMISME DJIHADISTE A TRAVERS UN TRAVAIL D'IMAGINATION DE SA NECESSITE	25
4. L'INSTRUMENTALISATION DES FACTEURS DE VULNERABILITE ASSOCIES A L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE PAR LES GROUPES EXTREMISTES EN VUE DE LA CONVERSION	28
4.1. L'EXPLOITATION DE L'INEFFICACITE DE L'ETAT PAR LES GROUPES EXTREMISTES	28
4.1.1. L'ECOLE ET LA LAÏCITE EN PROCES : L'INSTRUMENTALISATION DU SENTIMENT DE REJET DE L'OCCIDENT	29
4.1.2. L'INSTRUMENTALISATION DE L'INEFFICACITE DE L'ETAT	31
4.2. L'INSTRUMENTATION DE LA PAUVRETE PAR LES GROUPES EXTREMISTES	33
4.2.1. UNE SITUATION D'EXTREME PAUVRETE	33
4.2.2. TIRER PROFIT DE LA PRECARITE ET DU SENTIMENT D'ABANDON	36
5. LA DYNAMIQUE DES METHODES D'ENROLEMENT DES FEMMES PAR LES GROUPES EXTREMISTES	38
5.1. L'ECHEC DES METHODES DE SEDUCTION	38
5.1.1. LE POINT SUR LES METHODES DE RECRUTEMENT DE LA PREMIERE HEURE	38
5.1.2. LES DETERMINANTS DE L'ECHEC DE LA STRATEGIE DE CONVERSION DES POPULATIONS PAR SEDUCTION	41
5.2. RECRUTEMENTS VOLONTAIRES ET ENLEVEMENTS : PROCEDES, MECANISMES ET LOGIQUES	44
5.2.1. PROCEDES, MECANISMES ET LOGIQUES L'ENROLEMENT VOLONTAIRE	44
5.2.2. LES ENLEVEMENTS COMME FRAGILITE DE L'ENRACINEMENT DE L'EXTREMISME VIOLENT	49
CONCLUSION : SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS	52

RECOMMANDATIONS	52
BIBLIOGRAPHIE	53
ANNEXE : NOMBRE D'ENTRETIENS ET CIBLES RETENUES PAR LOCALITE	54

Table des illustrations

- Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition des enquêtes par localité d'enquête retenue	6
Tableau 2: Répartition de l'échantillon par province.....	7
Tableau 3: Répartition de la population de l'étude par tranche d'âge	7
Tableau 4: Répartition par tranche d'âge et par sexe.....	8
Tableau 5: Répartition statut matrimonial par sexe	9
Tableau 6: Répartition de la population d'étude selon le niveau d'études	10
Tableau 7: Distribution de la population d'étude selon l'occupation professionnelle	11
Tableau 8: Répartition de la population de l'étude selon le nombre d'enfants dans le ménage.....	12
Tableau 9: Bénéficiaires de transfert d'argent des projets.....	13
Tableau 10: Religion des membres du ménage	24

- Liste des graphiques

Graphique 1: Répartition des tâches domestiques selon le genre de l'enfant.....	15
Graphique 2: Préférence d'un ménage en difficultés pour le sexe de l'enfant à scolariser	16
Graphique 3: Raisons du choix du garçon	17
Graphique 4: Association de la femme à la décision sur le nombre d'enfants à avoir dans le ménage.....	19
Graphique 5: Paiement de factures de soins dans le ménage	20
Graphique 6: Paiement de factures scolaires dans le ménage	20
Graphique 7: Paiement de factures de santé et d'éducation après le décès de l'homme	21
Graphique 8: Le remariage avec le décès du conjoint	22
Graphique 9: Le mariage des femmes stériles	22
Graphique 10: Religions présentes dans les localités visitées	23
Graphique 11: Justification de l'extrémisme religieux	27
Graphique 12: Appréciation des actes extrémistes	30
Graphique 13: Défense de la cause extrémiste	40
Graphique 14: Les raisons de non adhésion à la cause extrémistes.....	40
Graphique 15: Engagement dans les groupes extrémistes.....	41

1. Introduction

1.1. Contexte de l'étude

Depuis l'année 2003¹, le bassin du Lac Tchad fait face à divers conflits dont le plus important est constitué des attaques du groupe terroriste Boko Haram qui opère à partir de la forêt de Sambissa dans l'Etat du Borno au Sud-Est du Nigéria. Les attaques de ce groupe ont occasionné d'importants bouleversements dans la zone de crise qui s'étend du Niger au Tchad en passant par le Nigéria et le Cameroun. En effet, la zone est le théâtre des raids et des attentats suicides de Boko Haram sur les civils causant des traumatismes généralisés, empêchant l'accès aux services essentiels et détruisant les infrastructures vitales. Les attaques de Boko Haram ont bouleversé la stabilité et la vie des populations. De nombreux déplacés tchadiens et réfugiés nigériens, nigériens et camerounais ont trouvé refuge dans la province du Lac Tchad et celle de Hadjer Lamis.

Pour perpétrer ces violences qui transforment durablement les systèmes sociaux locaux tout en provoquant de nombreuses blessures durables, les groupes extrémistes similaires à Boko Haram procèdent au recrutement des centaines de personnes chaque année au Tchad, notamment dans la province du Lac et celle de Hadjer Lamis. Cependant, ces dernières années, les observateurs soupçonnent un phénomène émergent qui rend complexe la question du terrorisme dans cette zone : l'adhésion volontaire de certaines personnes aux activités des groupes terroristes.

La présente étude est un appui que souhaite apporter le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Gouvernement du Tchad afin de mieux comprendre les ressorts de cette hypothèse d'une mutation des méthodes de recrutement qui pourrait rendre difficile l'éradication de ces groupes sur le territoire tchadien. La justification opérationnelle d'une telle préoccupation scientifique c'est qu'en permettant de documenter les ressorts sur lesquels les méthodes de recrutement des groupes extrémistes prennent appui, l'on fournit aux organisations qui sont à l'œuvre sur le terrain de la lutte non-armée contre l'extrémisme violent des armes pour garantir l'efficacité de leurs initiatives et actions.

1.2. Objectifs de l'étude

La présente étude a pour objectif général d'approfondir et comprendre la dynamique des méthodes de recrutement des groupes extrémistes dont Boko Haram, afin d'affiner davantage la sensibilisation des populations à travers des actions appropriées de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

De manière spécifique, il s'agit de :

- faire l'état des lieux de la dynamique des méthodes d'enrôlement des groupes extrémistes dont Boko Haram ;
- faire ressortir la typologie des personnes enrôlées par le groupe Boko Haram ;
- recueillir les avis et les attentes des populations sur les solutions à apporter pour limiter les enrôlements des personnes dans les provinces du Lac et du Hadjer Lamis ;
- fournir une base de données sur les méthodes de recrutement du groupe terroriste BH.

¹ Boko Haram a pris les armes pour la première fois le 31 décembre 2003, pour riposte aux attaques de la Police nigérienne.

1.3. Méthodologie

La présente étude prend essentiellement appui sur deux approches à savoir l'approche qualitative et l'approche quantitative. Ainsi, le guide d'entretien a servi à couvrir l'aspect qualitatif. Spécifiquement conçu pour collecter les données auprès des femmes considérées comme repenties, celles qui ont été enrôlées par les groupes extrémistes et qui ont réussi à s'échapper de leur emprise, le guide d'entretien approfondi a été administré aux personnes-ressources ciblées et sélectionnées sur la base de leur position privilégiée dans les communautés locales. Cependant, dans la même approche qualitative des entretiens non structurés ont été organisés avec les acteurs locaux jugés pertinents (autorités locales, ONG ...).

Avec le guide d'entretien, l'on s'est employé à creuser les informations avec des personnes ayant eu une expérience avec les groupes extrémistes visés. L'on a ainsi tenu à réaliser au moins un entretien approfondi par site d'enquête comme l'indique le tableau ci-dessous qui révèle également que trois catégories d'informateurs ont été retenues : les femmes, les hommes et les leaders locaux, c'est-à-dire les autorités traditionnelles, religieuses, communautaires, etc. **(Voir annexe)**.

Au total, 17 entretiens approfondis avec les autorités administratives, religieuses et les acteurs de la société civile ont été organisés. A ces informateurs, il faut ajouter les 30 entretiens semi-directifs avec les leaders au sein de la communauté.

Pour garantir la représentativité de la population de l'enquête par questionnaire, il est apparu pertinent de retenir la méthode d'échantillonnage par grappes ou quotas. Ces derniers s'imposent parce que l'on se trouve en présence d'une population qui n'est pas homogène du point de vue du rapport avec les groupes extrémistes. En effet, dans les différents sites d'enquête tant dans la province du Lac que celle du Hadjer Lamis, l'on rencontre des repentis, c'est-à-dire des sujets qui ont été enrôlés par les groupes extrémistes avant de retrouver leur liberté, ainsi que des individus qui n'ont jamais été en relation directe avec lesdits groupes. Aussi a-t-il paru nécessaire que l'étude tienne compte de cette hétérogénéité de la population en construisant l'échantillon de manière à faire ressortir la diversité des expériences dans l'espoir de capter leur variabilité ainsi que celle de la connaissance locale de la dynamique des stratégies mobilisées par les groupes extrémistes selon la nature de chaque cible. Fort de cette exigence méthodologique et étant entendu que l'étude met l'enrôlement de la gent féminine au centre de son interrogation, l'on a été conduit à constituer l'échantillon sur la base de 65% pour les femmes/filles repenties et 35% pour le reste de la population, homme et femmes confondus. C'est la même hétérogénéité qui structure la société globale. Ainsi, à titre d'exemple, les jeunes filles n'ayant pas les mêmes responsabilités ou une position sociale identique que les femmes âgées dans la société, leur perception ou encore l'interaction d'un groupe extrémiste avec elles ne peut être la même que chez ces dernières. De même, les femmes stériles et les mères d'enfants sont différentes. En conséquence, l'interaction avec l'une des catégories sociales ne peut reposer sur les mêmes mécanismes ou stratégies. Aussi le recrutement des informateurs dans le reste des 35% a tenu compte de cette exigence méthodologique.

Pour couvrir l'aspect quantitatif, notre échantillon a eu pour base le niveau communal que nous entendons ici par localité. Ainsi pour une population infinie (supérieur ou égale 100 000), la taille de l'échantillon a été déterminée par la formule suivante pour chaque commune :

$$n = \frac{z^2 p(1 - P)}{d^2}$$

Où :

- n = Taille minimale de l'échantillon
- z = niveau de confiance
- p = proportion estimative de la population présentant la caractéristique étudiée dans l'étude, selon la province
- d = niveau de précision

Pour la présente étude :

- z est égal à 1,96 (niveau de confiance déduit du taux de confiance ; à 95% intervalle de confiance)
- $p = 0,51$ soit la proportion de la caractéristique étudiée
- d le niveau de précision d sera de 10%

Ainsi l'échantillon $n = 96$ par localité

Il faut savoir que les femmes étant la première cible, elles sont la caractéristique primordiale de notre étude. Cependant, les hommes seront dans une moindre mesure représentés afin de mesurer la dynamique communautaire de manière générale. Le quota 70% de femmes et 30% d'hommes est appliqué.

Tableau 1: Répartition des enquêtes par localité d'enquête retenue

	Femme	Homme	Total par localité
Province du Lac			
Localité 1	67	29	96
Localité 2	67	29	96
Localité 3	67	29	96
Province du Hadjer Lamis	67	29	96
Total	268	116	384

Source : données collectées pour la présente étude.

Au regard des données contenues dans ce tableau, il apparaît que les deux provinces ont été diversement couvertes. Si trois communes de la province du lac ont été couvertes par l'enquête, seulement deux ont reçu l'équipe de recherche dans la province de Hadjer Lamis. Avec quatre localités pour chaque commune dans la province du lac, l'on enregistre un total de douze localités de collecte des données contre quatre seulement dans la province de Hadjer Lamis. Normal donc dans ces conditions que l'on puisse constater le déséquilibre dans les effectifs d'informateurs enrôlés en faveur de la province du lac comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 2: Répartition de l'échantillon par province

Province	Effectifs	%
Lac	288	75%
Hadjer Lamis	96	25%
<i>Total</i>	<i>384</i>	<i>100%</i>

Source : données collectées pour la présente étude.

L'enquête sur l'origine provinciale des informateurs indique que 25% ont été recrutés dans le Hadjer Lamis, soit 96 sujets, pendant que 75% l'ont été dans la province du lac, notamment 288 sujets.

2. Caractéristiques de la population de l'étude

Cette partie présente les caractéristiques de la population de l'étude et permet ainsi de faire connaissance avec elle pour mieux la saisir.

2.1. Répartition selon l'âge, le sexe et le statut matrimonial

L'échantillon sur lequel a porté l'enquête par questionnaire est composé de 384 informateurs qui sont répartis par région, par appartenance sexuelle et statut matrimonial ainsi que l'indiquent les trois tableaux qui suivent.

Du point de vue du critère de l'âge, la population de l'échantillon retenu pour mener l'étude se réparti entre 10 et 95 ans. En prenant une distribution par intervalle de 5 ans, l'on constate, comme l'indique le tableau n°5, que la démographie la plus importante de l'échantillon est comprise entre 16 et 45 ans. Au regard des données contenues dans le tableau, l'on y rencontre 309 sujets soit 80,46% des effectifs. Ce qui signifie que les tranches d'âge en deçà de 16 ans et au-delà de 45 ans sont marginales. Cela suggère que l'on a affaire à une population relativement jeune. Le fait que les pourcentages les plus élevés se rencontrent par ailleurs dans les tranches d'âges comprises 21 et 40 ans confirme ce constat : les informateurs âgés entre 36 et 40 ans sont les plus nombreux avec 17,2% des effectifs ; suivent alors les informateurs dont l'âge est compris entre 31 et 35 ans avec 16,7% des effectifs, puis ceux âgés entre 21 et 25 ans représentés à 14,8%. Le tableau qui suit indique que la tranche d'âge qui suit cette dernière ce sont les informateurs âgés entre 26 et 30 ans.

Tableau 3: Répartition de la population de l'étude par tranche d'âge

10	Nbre	%
10 - 15 ans	3	0,8%
16 - 20 ans	33	8,6%
21-25 ans	57	14,8%
26-30 ans	52	13,5%
31-35 ans	64	16,7%
36-40 ans	66	17,2%
41-45 ans	37	9,6%

46-50 ans	27	7,0%
51-55 ans	16	4,2%
56-60 ans	15	3,9%
61-65 ans	4	1,0%
66 - 95 ans	10	2,6%

Source : données collectées pour la présente étude.

L'analyse des données du tableau n°3 ainsi présentées permet de faire une première conjecture en rapport avec l'objet de la présente étude qui vise à rendre compte de la dynamique des méthodes de recrutement mobilisées par les groupes extrémistes. La logique à l'œuvre dans les méthodes de recrutement au sein des groupes extrémistes est sensible à l'âge de leurs cibles. Le premier constat c'est que les groupes extrémistes éprouvent du mépris pour les plus jeunes, c'est-à-dire les individus âgés de moins de 20 ans, et pour les plus âgés, c'est-à-dire les acteurs sociaux âgés de plus de 40 ans. Ce qui veut dire qu'il y a clairement une préférence pour les jeunes. Cette hypothèse est motivée par le fait que l'orientation de la constitution de l'échantillon de la présente étude était de réserver au moins 65% des informateurs aux sujets ayant déjà été enrôlés par un groupe extrémiste.

L'intérêt pour l'appartenance sexuelle des informateurs des tranches d'âge les plus volumineuses dans la population de la présente étude permet d'affiner cette hypothèse en prenant en compte cet autre paramètre. Le tableau qui suit fournit des informations intéressantes à ce sujet.

Tableau 4: Répartition par tranche d'âge et par sexe

Tranche d'âge	Homme	Femme	Total
10 - 15 ans	0	3	3
16 - 20 ans	2	31	33
21 - 25 ans	11	46	57
26 - 30 ans	14	38	52
31 - 35 ans	19	45	64
36 - 40 ans	25	41	66
41 - 45 ans	10	27	37
46 - 50 ans	9	18	27
51 - 55 ans	5	11	16
56 - 60 ans	8	7	15
61 - 65 ans	3	1	4
66 - 95 ans	0	10	10
Total	106	278	384

Source : données collectées pour la présente étude.

En prêtant attention aux informateurs âgés entre 16 et 40 ans, l'on se rend à l'évidence que sur les 309 sujets qui composent cette tranche d'âge, l'on compte 201 femmes, soit 65%, contre 108 hommes, soit environ 35%. Ce qui suggère que la sensibilité des méthodes de recrutement des groupes extrémistes pour les acteurs sociaux âgés entre 16 et 40 ans pourrait avoir un penchant pour la gent féminine.

Pour décrire la population d'étude, la situation matrimoniale a également retenu l'attention de la présente étude. Aussi le tableau n°4 ci-dessus en donne des précisions. D'une manière générale, sur les 384 informateurs ayant accepté de participer à l'étude, 305 sujets soit environ 80%, sont mariés contre 79, soit un peu plus de 20% qui ne sont pas au moment de l'enquête. Parmi ces 79 informateurs, l'on compte 35 sont veuves, 25 divorcées et 17 célibataires. Ces données permettent de constater que le statut matrimonial ne semble pas être un élément significatif pour être intéressé par les groupes extrémistes au point de se faire recruter ou enrôler. Parmi les femmes enrôlées par Boko Haram, l'on rencontre des femmes mariées, des célibataires ainsi que des veuves. Cependant, Aminatou, une repentie âgée de 26 ans du village Yakoua dans la province du Lac reconnaît que « *Parmi les femmes utilisées comme bombes humaines, les plus nombreuses sont les célibataires. C'est cette catégorie que les groupes extrémistes arrivent à tromper facilement. Les femmes mariées et autres sont des gens mûres et avertis. Ils ne se laissent pas rapidement manipuler.* » (Entretien du 19/07/2021). Ce témoignage d'une jeune fille ayant été enrôlée avant de s'échapper des griffes de ses ravisseurs commande de relativiser l'idée selon laquelle le statut matrimonial n'a aucune influence sur le recrutement des femmes. Etant entendu qu'il demeure difficile dans certaines conditions de reconnaître à partir d'un simple regard sur le faciès de déterminer le statut matrimonial d'une femme ou même d'un individu, les groupes extrémistes ont besoin d'un relais dans le cadre de vie des potentielles victimes pour guider leur choix.

Tableau 5: Répartition statut matrimonial par sexe

Situation matrimoniale	Homme	Femme	Total
Mariée	100	205	305
Divorcée	1	24	25
Veuve	2	35	37
Célibataire	3	14	17
Total	106	278	384

Source : données collectées pour la présente étude.

Toujours dans l'optique de mieux faire connaissance avec la population de la présente étude, l'attention s'est portée sur le niveau d'études des informateurs et leurs occupations professionnelles.

2.2. Répartition selon le niveau d'études et l'occupation professionnelle

L'interrogation sur le niveau d'études et l'occupation professionnelle est apparue pertinente à plus d'un titre. Au sujet du niveau d'études, il existe une hypothèse qui prospère sur l'idée que l'analphabétisme constitue un des facteurs déterminants de l'exposition des populations victimes de l'extrémisme violent à ce dernier et à sa rhétorique. D'où l'intérêt que représente l'analyse des données contenues dans le tableau qui suit.

Tableau 6: Répartition de la population d'étude selon le niveau d'études

Niveau d'études	Effectifs	%
Non alphabétisé	168	43,8%
Ecole coranique	161	41,9%
Ecole primaire	28	7,3%
Secondaire	24	6,3%
Supérieur (université)	3	0,8%
Total	384	100,0%

Source : données collectées pour la présente étude.

Les données du tableau n°6 renseignent qu'un peu plus de 85% des 384 informateurs rencontrés, notamment 329, n'ont pas été alphabétisés à l'école ordinaire. En désagrégeant cette population, l'on constate que 43,8% des 384 informateurs n'ont jamais flirté avec l'école alors que 41,9% ont fait l'école coranique. En tant que structure de socialisation à la pratique de l'islam, les visées fonctionnelles de cette dernière sont similaires à celles des groupes d'études coraniques que décrit Moussa du village Yakoua dans la province du Lac. D'après ce repenté du groupe Boko Haram aujourd'hui âgé de 45 ans, « *Les groupes d'étude coranique fonctionnent normalement. Il y a les groupes des enfants, des femmes et celui des hommes. On se réunit pour apprendre le coran et suivre les enseignements des marabouts. Ici, on nous enseigne que le coran n'autorise pas de tuer son semblable. Ce que les Boko Haram font ce n'est pas normal.* » (Entretien du 20/07/2021).

Si l'on peut considérer que la première catégorie constituée des analphabètes peut constituer une proie facile peut-on avoir un point de vue tranché pour ce qui concerne la seconde catégorie, celle composée des élèves de l'école coranique ? Saleh, un informateur de Dandi dans la province de Hadjer Lamis âgé de 55 ans, apporte un éclairage à ce sujet qui mérite attention. Selon lui, dans la localité de Dandi,

« Il y'a des groupes d'études coraniques. Ce sont les Imams et les marabouts qui enseignent le coran aux enfants (filles et garçons), hommes et femmes. Il y'a au total six(6) groupes. Ces Imams et marabouts n'ont pas de lien avec les groupes extrémistes. Ils sont eux-mêmes nos enfants et s'ils trouvent les BH aujourd'hui, ils vont nous les amener. Les marabouts qui enseignent reçoivent de l'argent de la part des parents pour le suivi de leurs enfants. Chaque parent donne 500f par mois. C'est tout ce qu'ils reçoivent comme aide financière. A part cela, ils ne reçoivent pas d'argent de la part d'une autre organisation ou d'une autre personne » (Entretien du 27/07/2021).

A suivre ce propos, l'école coranique n'a rien à voir avec l'extrémisme. Elle constitue simplement un cadre de socialisation des enfants à la vie et à la pratique de l'islam. A ce titre, le fait d'avoir fait l'école coranique apparaît plutôt comme un atout car cela renforce la connaissance de la religion par l'enfant et lui permet de développer un esprit de discernement qui pourrait le prémunir contre d'éventuelles tentatives de manipulation à caractère extrémiste.

Cette présentation de l'école coranique exclusivement à partir de sa fonction intégratrice est une lecture de la socialisation à la pratique religieuse qui omet cependant que les individus les plus socialisés sur le plan religieux sont souvent également les plus vulnérables aux discours extrémistes. Les suicides collectifs des membres de l'Ordre du Temple Solaire au Canada, en

France et en Suisse entre 1995 et 1997 en raison de leur persuasion par cette secte au fantasme de l'éminence de l'apocalypse illustre à suffisance que la socialisation à l'islam ne saurait efficacement prémunir contre l'extrémisme. Dans les nouvelles religiosités se revendiquant du pentecôtisme chez les chrétiens, l'on observe également cette tendance des membres se considérant comme socialisés à la pratique religieuse à être exposé aux discours extrémistes. Le champ social est alors fragmenté dans leurs discours entre *gens du monde* et *frères en Christ*, ces derniers représentant, selon cette perception, les vrais croyants et les autres des païens. Cette exposition des informateurs aux discours extrémistes à cause de leur niveau de connaissances religieuses suggère que le fait d'avoir fait l'école coranique n'est pas une garantie pour échapper aux discours extrémistes. Cette socialisation par l'école coranique situe l'individu au seuil du religieux et de l'exposition à l'extrémisme.

Au sujet de l'occupation professionnelle, il existe également une hypothèse qui prospère sur l'idée que les acteurs sociaux oisifs seraient plus vulnérables aux groupes extrémistes que ceux qui ont une occupation permanente. D'où également l'intérêt de la présente étude pour les occupations quotidiennes des informateurs rencontrés sur le terrain.

Tableau 7: Distribution de la population d'étude selon l'occupation professionnelle

Fonction/statut	Effectifs	%
Agriculteur	115	29,9%
Éleveur	4	1,0%
Pêcheur	8	2,1%
Commerçant	63	16,4%
Ménagère	60	15,6%
Employé salarié	2	0,5%
Artisans	15	3,9%
Sans emploi	117	30,5%
Total	384	

Source : données collectées pour la présente étude.

Au regard des données contenues dans le tableau n°7 ci-dessus, environ un tiers des informateurs, soit 29,9%, sont des agriculteurs. Ce qui paraît conforme au contexte dans lequel l'on se trouve : un monde rural dominé par le travail de la terre. Le volume de femmes dans la composition de l'échantillon peut également expliquer ce constat. Même si les hommes la pratiquent également, l'agriculture apparaît en effet comme la continuité du travail ménager des femmes à bien des égards. De fait, c'est à elle qu'il revient de nourrir quotidiennement le ménage. Même quand l'homme contribue à cela ce n'est pas souvent à partir des produits agricoles qu'il cultive à longueur d'année. L'agriculture vivrière étant réservée aux femmes au moment où les cultures de rente reviennent aux hommes, c'est en toute cohérence que la gent féminine s'investit dans ce secteur pour l'alimentation du ménage.

Le secteur qui occupe la plus importante démographie des informateurs rencontrés au cours de l'enquête c'est le commerce, avec 16,4% des effectifs. L'on remarquera que l'emploi salarié, avec 0,5% des effectifs, seulement est très marginal dans ce contexte alors qu'à

contrario, avec 30,5% des effectifs sur 384 enquêtés, les sans-emplois constituent la majorité numérique. Les artisans quant à eux constituent 3,9% de la population. Cette distribution des occupations quotidiennes des populations des provinces du lac et de Hadjer Lamis avec environ un tiers de sans-emplois suggère qu'il existe un vivier pour les groupes extrémistes dans ce cadre si tant est que l'oisiveté constitue un facteur significatif d'exposition au recrutement par lesdits groupes. C'est ce que soutient le chef de canton de Karal dans la province du Hadjer Lamis comme cela transparaît de ce propos : « *Ce qui rend les femmes vulnérables et les expose à adhérer au groupe extrémiste Boko Haram est le manque de travail. Quelqu'un qui n'a pas de moyen peut facilement être dévié de sa mission* » (Entretien du 29/07/2021).

2.3. Volume démographique et situation économique du ménage

La connaissance de la population ayant accepté de se prêter à la présente étude s'est intéressé au volume démographique des différents ménages et à la situation économique de ces derniers. Le tableau qui suit présente les données obtenues de cet intérêt pour le volume des membres du ménage.

Tableau 8: Répartition de la population de l'étude selon le nombre d'enfants dans le ménage

Personnes dans l'habitation	Effectifs	%
1-5 personnes	223	58%
6-10 personnes	159	41%
11 et plus	2	1%
Total	384	

Source : données collectées pour la présente étude.

Au regard du tableau ci-dessus, l'on découvre que plus de la moitié des informateurs, soit 58%, déclarent que leur ménage comprend entre 1 et 5 personnes pendant que 41% avouent que leurs ménages sont composés de 6 à 10 personnes. L'on enregistre également que 1% seulement de ménages comprennent 11 personnes et plus. Le constat que l'on peut faire au regard de ces données c'est que l'on a affaire à des familles nombreuses. Cela peut s'expliquer si l'on tient compte qu'une bonne part vit de l'agriculture. Or, cette dernière a généralement besoin d'une main d'œuvre abondante. Le commerce ne nécessite pas autant de ressources pour que l'intéressé prospère dans son activité. En dehors de ces remarques, force est de reconnaître qu'une famille nombreuse c'est aussi de nombreuses bouches à nourrir. Or, en interrogeant les revenus de ces populations, l'on se rend compte que le volume des membres du ménage influence les conditions de vie quand il n'est pas simplement un véritable handicap dans bien des situations pour avoir une vie équilibrée. Cela est confirmé par le fait que certains ménages sont obligés de recourir à la vie sous la perfusion des transferts monétaires comme le montrent les données du tableau ci-dessous.

Tableau 9: Bénéficiaires de transfert d'argent des projets

Transfert monétaire	Effectifs	%
Conditionnel	29	7,6%
Inconditionnel	7	1,8%
Non bénéficiaire	348	90,6%

Source : données collectées pour la présente étude.

Même si la plupart des ménages, notamment 90,6% sur les 384, arrivent à se satisfaire sans recourir aux transferts monétaires, l'on ne peut perdre de vue le fait que le reste n'arrive pas à joindre les deux bouts. Il y a en effet 7,6% de ménages qui doivent leur existence quotidienne aux transferts monétaires conditionnels pendant que 1,8% sont pris en charge par les transferts monétaires inconditionnels. Comment comprendre cette situation d'existence sous assistance de ces ménages ?

Aggravée par les mouvements de population provoqués par les crises sécuritaires dans le pays et les Etats voisins, la croissance démographique exerce une pression sans précédent sur les ressources naturelles et, partant, l'accès à l'alimentation. Dans les zones rurales où la précarité est déjà assez élevée (49,7%) d'après l'ECOSIT-4, l'une des conséquences les plus visibles de cette situation c'est l'insécurité alimentaire qui, chaque année, ne touche pas moins de quatre millions de la population (OCHA, 2020) et dont les effets sont parfois irréversibles.

Pour pallier cette situation de précarité accentuée par l'arrivée massive des réfugiés et afin de briser le cercle vicieux de la faim, une des politiques alimentaires en vogue dans le monde et qui a fait ses preuves, est le transfert monétaire. Cette politique est mise en œuvre dans les zones accueillant les réfugiés qui sont également celles dans lesquelles sévit durablement la précarité. Ce type d'intervention vise d'abord à produire un effet bénéfique en ce sens qu'elle accroît le pouvoir d'achat des bénéficiaires et est à même de modifier durablement les comportements et les interactions sociales.

Les transferts monétaires ont le mérite qu'ils permettent un meilleur accès à une diversité alimentaire, une possibilité d'investir dans les autres biens ou activités ainsi qu'une réduction de la transmission inter générationnelle de l'insécurité alimentaire. A cet effet, ils ont un fort impact sur les moyens d'existence des ménages bénéficiaires, augmentant ainsi leur capacité de résilience, et sur les marchés locaux des zones bénéficiaires. A la longue, ils peuvent engendrer une réelle dynamique de développement socio-économique.

Dans le contexte tchadien actuel, les transferts monétaires sont envisagés comme une mesure de protection sociale, c'est-à-dire comme l'un des mécanismes de transfert des ressources vers les populations vulnérables. Or, les informations collectées sur le terrain au cours de l'enquête attestent que cette situation de précarité extrême que connaissent environ 10% des ménages des zones de l'étude représente un facteur de fragilité face aux méthodes de recrutement mobilisées par les groupes extrémistes dans les provinces du Lac et du Hadjer Lamis. C'est ce que relève Aminatou, une jeune ménagère mariée et anciennement enrôlée de Yakoua dans la province du Lac, lorsqu'elle affirme que :

« Ce qui rend les femmes vulnérables à l'extrémisme violent c'est la pauvreté. Nous vivons dans des conditions très difficiles. On n'arrive pas à bien manger. Tous les jours, tu te lèves et ta situation ne change pas. Les enfants pleurent et tu n'arrives même pas à leur trouver à manger. C'est

comme ça que les Boko Haram viennent dire aux gens que chez eux, ils ont tout et que si tu acceptes d'aller avec eux, ta vie va changer. C'est ainsi que, certaines personnes les suivent bêtement. » (Entretien du 19/07/2021).

Tous ces divers éléments qui caractérisent la population d'étude dans le cadre de ce travail représentent juste des déterminants dont l'influence sur la *vulnérabilisation* des acteurs sociaux a un caractère indirect. C'est de leur association à d'autres déterminants que s'origine la vulnérabilité et la fragilité face aux pressions et méthodes de recrutement des groupes extrémistes. Ce sont des facteurs qui intéressent la présente étude.

3. Les facteurs de vulnérabilité à l'adhésion aux groupes extrémistes

La question ici est la suivante : qu'est ce qui, dans les conditions objectives de vie, expose et rend les femmes vulnérables à l'adhésion aux groupes extrémistes dans les deux sites d'étude ? A travers cette question, ce que cherche à mettre en évidence cette partie, ce sont les facteurs de fragilisation sociale des femmes qui les exposent à l'extrémisme les transformant en proies ou cibles faciles parce que vulnérables socialement. L'hypothèse qui a été faite, c'est que dans les provinces du lac et de Hadjer Lamis, plusieurs facteurs contribuent à fragiliser les femmes par rapport aux hommes de manière à les disposer à soutenir les groupes extrémistes ou à y adhérer.

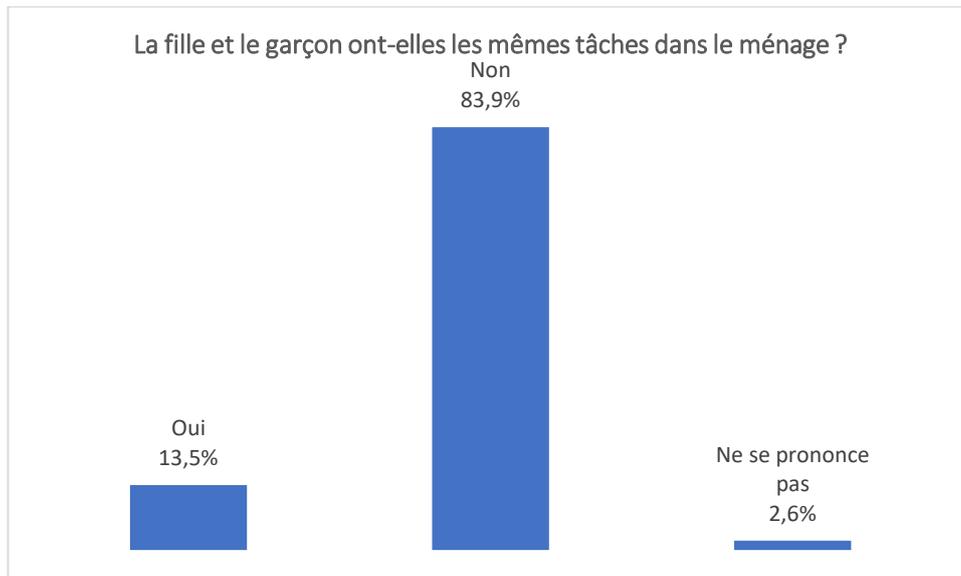
3.1. Les facteurs socioculturels associés aux rapports de genre comme éléments indirects d'organisation de l'allégeance aux groupes extrémistes

Les sociétés traditionnelles de l'Afrique subsaharienne sont réputées pour leur allégeance au patriarcat. Aussi, pour saisir la fragilité et la vulnérabilité de la gent féminine aux dynamiques de recrutement des groupes extrémistes, le terrain des rapports de genre s'est présenté comme un lieu de révélation de la société à elle-même. L'enquête montre alors ici comment l'assignation des catégories sociales à la marginalité fragilise leurs conditions de vie au quotidien en organisant ainsi la potentialité de leur allégeance aux groupes extrémistes.

3.1.1. Les rôles sociaux liés au genre à travers les mécanismes de socialisation

L'incorporation différentielle de la gent féminine et de celle masculine au profit de cette dernière est perceptible depuis la tendre enfance. L'interrogation des tâches quotidiennes du garçon et de la fille l'illustre à suffisance.

Graphique 1: Répartition des tâches domestiques selon le genre de l'enfant



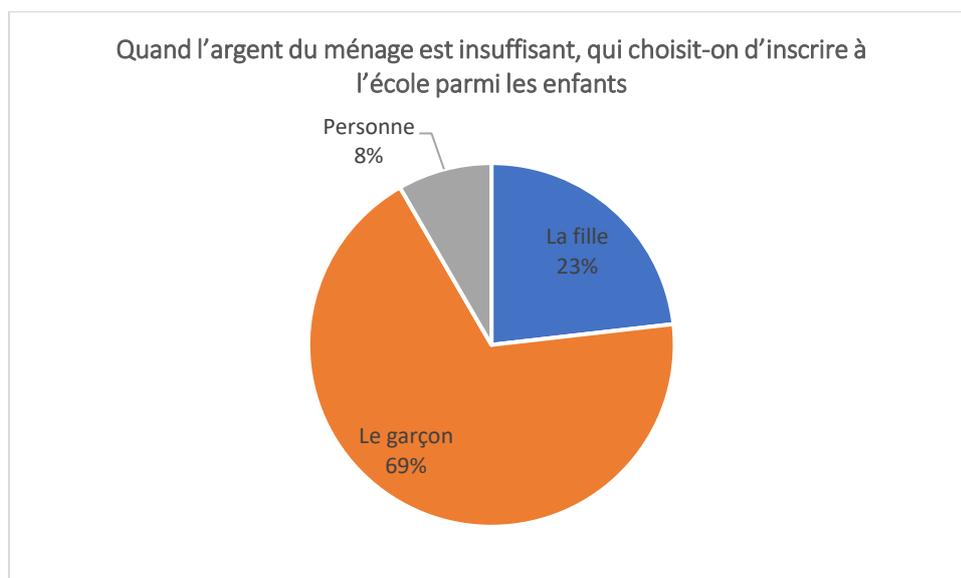
Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

En dehors de 2,6% des 384 informateurs qui ont choisi de ne pas se prononcer sur le sujet, la figure ci-dessus indique que seuls 13,5% affirment que les filles et garçons assurent les mêmes tâches domestiques. Par contre sur les 384 informateurs rencontrés au cours de l'enquête, 83,9%, soit plus de $\frac{3}{4}$, soutiennent qu'il y a une division sexuelle du travail domestique des enfants à telle enseigne que ce que fait la fille ne coïncide pas avec les tâches quotidiennes du garçon. Ainsi par exemple dans l'ethnie Boudouma que l'on rencontre dans les localités retenues pour l'étude dans la province du Lac, Aminatou, jeune femme mariée de 26 ans à Yakoua, informe que « *Les tâches quotidiennes d'une fille c'est d'aider sa maman à faire la cuisine, balayer la cour, tisser les nattes, laver les habits.* » (Entretien du 19/07/2021). Dans le même moment, Aminatou révèle que « *Les tâches quotidiennes d'un garçon c'est d'aller à la pêche, d'aller labourer les champs, d'aider son papa à construire le hangar ou la maison.* » (Entretien du 19/07/2021). Ce qu'il est loisible de constater à travers cette énumération des tâches quotidiennes du garçon et de la fille c'est une assignation à des positions sociales avec en arrière-plan une logique de hiérarchisation entre la gent féminine et celle masculine au profit de cette dernière.

La place de la fille c'est clairement la cuisine et toutes les activités qui y renvoient. Et dans cette cuisine, elle ne joue aucunement le rôle principal. L'informateur utilise à dessein le verbe « aider » pour l'exprimer. Le problème ne situe pas sur le fait de servir d'aide puisque le même verbe est utilisé pour caractériser le rôle du garçon aux côtés de son père. Du point de vue symbolique, à la différence du salon ou de la cour ces cadres dans lesquels le garçon sert d'aide, la cuisine c'est l'espace privé, c'est-à-dire un cadre qui organise l'intimité et qui est donc fermé au regard des autres. C'est donc un espace d'organisation de l'invisibilité de ce qui s'y déroule. C'est ce que confirme l'enquête dans la communauté arabe choa. Saleh, un Arabe choa âgé de 55 ans rencontré par l'équipe de recherche à Dandi dans la province de Hadjer Lamis, affirme que « *La fille se rend au marché, prépare à manger, fais la lessive, balaie la cour, puise de l'eau.* » (Entretien du 29/07/2021). Le terme cuisine est donc ainsi un habillage pour dire que le rôle de la fille dans la société se limite à l'espace privé puisque dans ses activités il y a très peu de place pour l'interaction avec le monde extérieur au ménage. A contrario, à l'évocation des tâches du garçon, l'on comprend que tout ou presque le renvoie à

la visibilité et aux sites d'interaction engageant la vie du ménage avec le monde extérieur. Ce qui suggère que la société le prépare à la responsabilité dans la sphère publique. C'est ce qui se dégage de l'analyse des tâches réservées au garçon chez les Arabes Choa. Comme le relève encore Saleh du village Dandi, « *Le garçon peut aller travailler aux champs, aller au pâturage et au moment d'aller à l'école, il part à l'école* » (Entretien du 29/07/2021). Cette socialisation des enfants en faveur du garçon est davantage visible lorsque la conjoncture économique réduit le pouvoir d'achat du ménage. C'est ce qu'illustre le choix que les parents sont obligés de faire entre la scolarisation de la fille et celle du garçon.

Graphique 2: Préférence d'un ménage en difficultés pour le sexe de l'enfant à scolariser



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

Les données agrégées que présente cette figure sont sans appel. Elles indiquent qu'en cas de manque de moyen, 69% des informateurs font le choix de scolariser prioritairement le garçon. Moins d'un quart d'informateurs seulement, soit 23% orientent leur choix vers la fille dans une situation similaire. Les raisons avancées par cette dernière catégorie d'informateurs favorables à la scolarisation de la fille plutôt qu'à celle du garçon relèvent plus d'un regard innovant. C'est le cas d'Ali, un Arabe Choa du village Koulkimé dans la province de Hadjer Lamis âgé de 45 ans, qui soutient que lorsque que les ressources sont insuffisantes pour scolariser tous les enfants « *Les gens pensent plus aux garçons mais moi je crois que si je dois faire un choix parce qu'il n'y a pas d'argent, je vais envoyer la fille à l'école. Parce que le garçon peut travailler la boue pour gagner sa vie mais la fille ne peut que compter sur le mariage or, dans un couple, c'est elle qui éduque plus les enfants.* » (Entretien du 27/07/2021). C'est une innovation similaire que l'on observe chez Tidjani, un Kanouri de la localité de Kidjourom dans la province du Lac âgé de 44 ans, qui reconnaît que quand les ressources financières sont insuffisantes, la tendance est de préférer scolariser le garçon (entretien du 27/07/2021). Il ajoute cependant que :

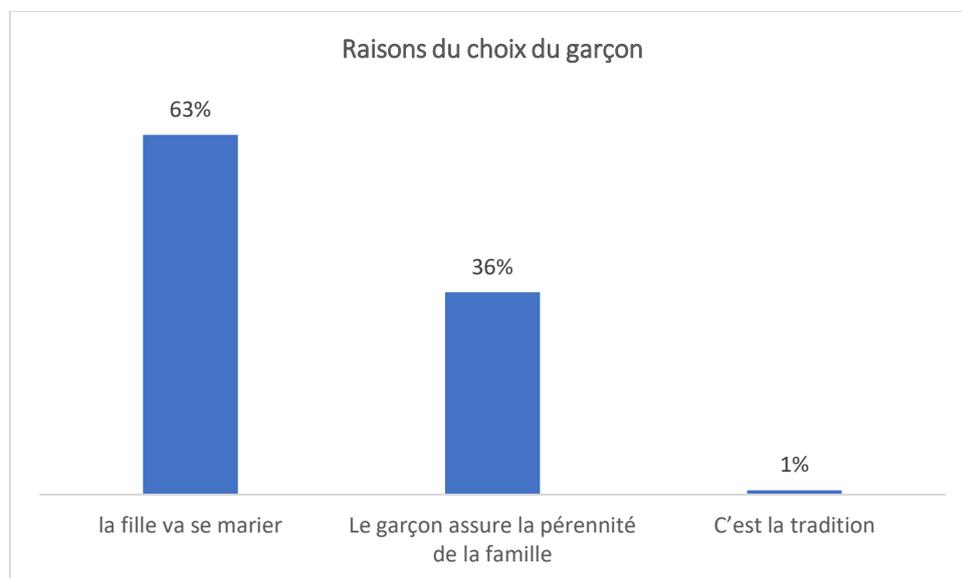
« *Je vais vous surprendre d'ailleurs, parce que moi je choisis les filles. Elles sont très fragiles dans ce sens qu'elles ne peuvent rester sans être instruites car c'est dangereux pour elles même et pour tout le monde. Ce sont des êtres qui se laissent influencer très facilement, c'est pourquoi on doit les privilégier pour leur instruction pour augmenter leur capacité de réflexion. En plus elles ne*

peuvent pas faire de travail physique pour gagner de l'argent, ce que les garçons peuvent faire alors je préfère envoyer les garçons travailler pour avoir de l'argent et s'inscrire à l'école que de laisser les filles à elles-mêmes. » (Tidjani du village Kidjourom, Entretien du 27/07/2021).

Ces propos d'Ali et de Tidjani indiquent qu'il y a en milieu rural des hommes qui sont de plus en plus conscients de la nécessité de construire une société inclusive sensible aux discriminations sexistes défavorables à la gent féminine. Ce qui signifie qu'ils n'invalident pas le constat d'une disposition structurelle des systèmes sociaux locaux dans les provinces de Hadjer Lamis et du Lac à discriminer la fille au profit du garçon.

En face, les raisons justifiant la discrimination à caractère sexiste que subissent les filles par rapport au garçon au sujet de la scolarisation quand les ressources financières d'un ménage viennent à être insuffisantes trouvent leurs origines dans les croyances et représentations socioculturelles locales.

Graphique 3: Raisons du choix du garçon



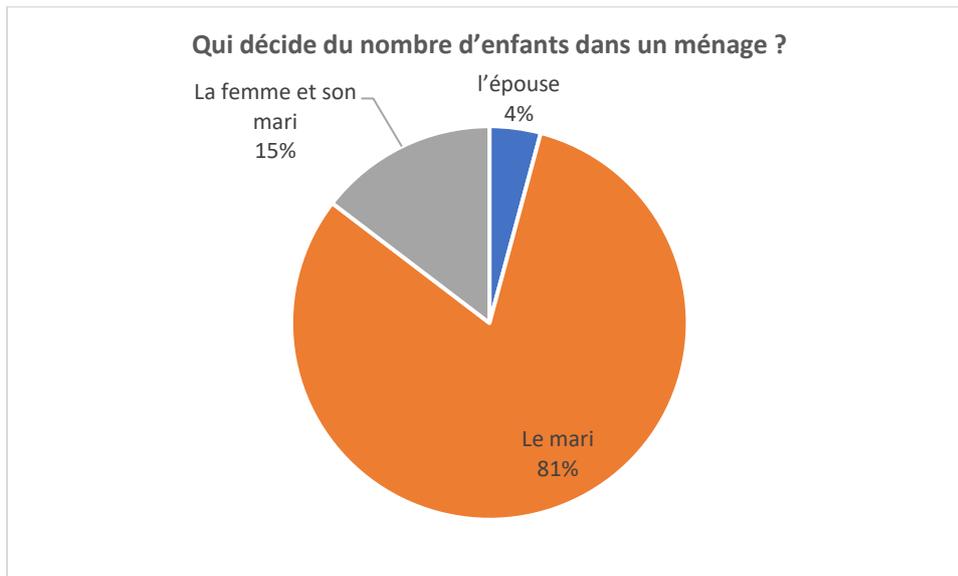
Source : données collectées pour la présente étude. (N = 263)

Les trois types de réponses qui émergent de l'enquête menée auprès des 263 informateurs qui ont avoué préférer la scolarisation de la fille à celle du garçon en cas d'insuffisance des moyens financiers renvoient aux facteurs socioculturels. Pour 63% des informateurs, la scolarisation de la fille constitue un investissement inutile parce qu'elle va se marier. L'idée ici c'est que le faire c'est comme si l'on faisait un travail qui va plutôt bénéficier à quelqu'un autre, notamment à sa future belle-famille. Au regard de ce qui précède, l'on saisit que la fille est sacrifiée parce que la scolarisation est pensée localement dans le registre économique à partir d'un calcul entre coût et bénéfice. C'est ce que révèle également le propos d'Aminatou, une jeune femme de 26 ans –de l'ethnie Boudouma- mariée de Yakoua dans la province du Lac : « *Quand il manque d'argent dans une famille pour inscrire les enfants à l'école, on choisit d'envoyer le garçon à l'école et on laisse la fille. Le garçon peut un jour réussir et il va nous aider. Par contre la fille elle va se marier un jour et quitter pour regagner sa belle-famille. Elle ne va plus s'occuper de nous mais le garçon va toujours nous aider* » (Entretien du 19/07/2021).

La seconde raison de ce sacrifice de la fille au profit de la scolarisation du garçon est liée au fait que l'on pense également l'éducation scolaire localement dans le registre de la pérennité de la famille. L'on comprend alors pourquoi sur les 263 informateurs qui ont avoué préférer la scolarisation du garçon en cas de difficultés financières plutôt que celle de la fille, 36% disent que le garçon assure la pérennité de la famille alors que pour 1% c'est question de tradition. Ce propos de Moussa, un Boudouma âgé de 45 ans de Midi Koura (province du Lac), vient confirmer cette imagination de la scolarisation comme instrument de pérennisation de la famille : « *Pour la plupart de familles, on choisit d'envoyer plutôt le garçon à l'école. Le garçon c'est le potentiel héritier de la famille. Il peut aider la famille s'il réussit à l'école. La fille on préfère la garder à la maison pour aider sa mère dans les travaux ménagers.* » (Entretien du 20/07/2021).

Cette marginalisation de la gent féminine au profit de la gent masculine ne s'arrête pas à l'enfance. Comme, les résultats de la présente enquête ont permis de le constater, elle se poursuit jusqu'à l'âge adulte. Une fois mariée, la femme n'est même en mesure de disposer de son corps comme l'indique sa marginalisation sur la prise de décision sur le nombre d'enfants à avoir dans son ménage. Si l'on en croit les données de la figure n°4 ci-dessous, sur les 384 informateurs enquêtés seulement 4% reconnaissent que les femmes sont les seules à prendre la décision sur le nombre d'enfants qu'elles doivent avoir dans le ménage contre 15% qui affirment que l'enfantement est le résultat d'une entente entre l'époux et sa conjointe. Sur les 384 informateurs soumis à l'enquête, plus de trois quarts, notamment 81%, affirment que la décision sur le nombre d'enfants que doit avoir une femme mariée est un acte unilatéral du seul époux. Ce constat atteste d'une appropriation de la femme au point où même les décisions qui engagent son corps sont sous le contrôle de la gent masculine. Ce constat est important pour saisir l'intérêt des groupes extrémistes pour les femmes. Ce qui signifie que la discrimination de la gent féminine est l'objet de la société en général en fait une cible recherchée par les groupes extrémistes en raison de cette disposition à l'obéissance qui est inscrite culturellement même sur les corps des concernées.

Graphique 4: Association de la femme à la décision sur le nombre d'enfants à avoir dans le ménage



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

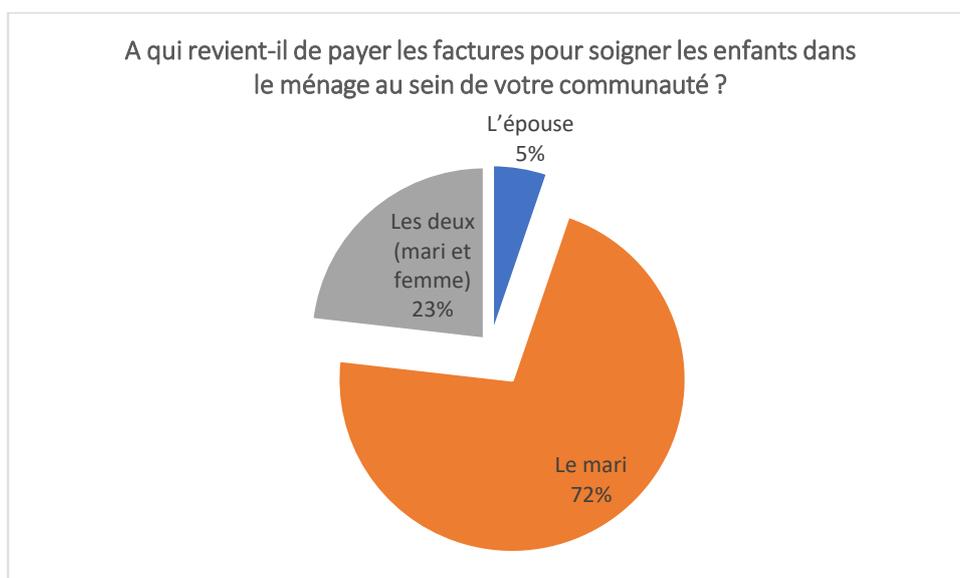
Au regard des développements qui précèdent, l'on peut clairement constater que les discriminations liées à la nature patriarcale des systèmes sociaux locaux dans les provinces du Lac et de Hadjer Lamis représentent des facteurs de vulnérabilité des cadets sociaux, notamment des femmes, au recrutement par les groupes extrémistes. Ce qui est vrai des femmes en général l'est également des marginaux de la périphérie que représentent les veuves, les divorcées et les femmes souffrant d'infertilité.

3.1.2.- La situation sociale des veuves, divorcées et victimes de stérilité

Le déclassement social ne concerne pas exclusivement les femmes mariées. La situation des veuves, des divorcées et des femmes *handicapées* dans leur féminité par la stérilité atteste que ces dernières catégories expérimentent un processus d'exclusion alors même qu'elles sont déjà des marginales.

Dans les systèmes sociaux ruraux en Afrique subsaharienne, la veuve constitue un personnage soumis à de nombreuses agressions de la part de sa belle-famille. Tout commence par les rites funéraires dont l'un des aspects structurels repose sur l'accusation portée contre l'épouse d'avoir éliminé son conjoint. Ensuite les rites de veuvage ne sont pas une partie de plaisir à telle enseigne que de nombreuses organisations de la société civile sont vent debout contre les violences contre la veuve qui les entourent. La vie après la période de deuil est un difficile travail de réinvention de soi pour la veuve car comme les données de l'enquête analysées dans les deux figures ci-dessous (graphique. 5 et 6) l'attestent, avant le décès de l'époux, les dépenses du ménage incombent en général à l'époux. Pour la prise en charge des problèmes de santé, 72% des 384 informateurs reconnaissent que c'est l'époux qui s'en occupe ; environ un quart des informateurs, notamment 23%, estiment que c'est un travail conjoint entre l'époux et l'épouse contre 5% seulement qui déclarent que l'épouse est seule à le faire.

Graphique 5: Paiement de factures de soins dans le ménage

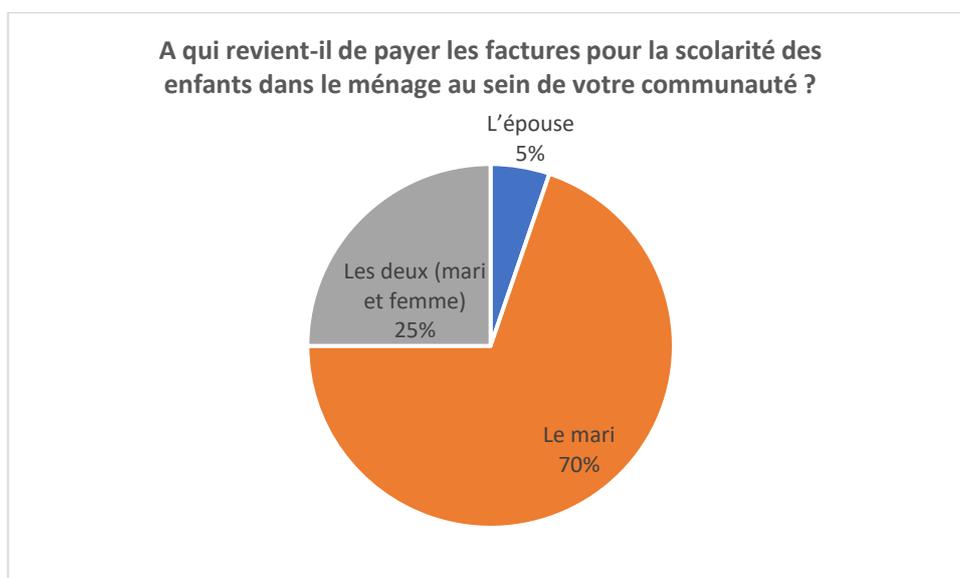


Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

Ce constat est identique lorsque l'on s'intéresse à la prise en charge de la scolarisation des enfants dans le ménage. La figure n°6 indique que pour environ trois quarts des informateurs rencontrés au cours de l'enquête, notamment 70%, c'est l'époux qui prend en charge les frais de scolarisation de ses enfants contre 25% qui affirment que c'est un travail conjoint entre l'époux et sa conjointe. Une minorité, soit 5%, seulement reconnaît que l'épouse est seule à prendre en charge les dépenses liées à la scolarisation de ses enfants dans le ménage.

Ce que les résultats de l'enquête analysés et présentés dans les deux figures ci-dessus (5 et 6) démontrent c'est que la femme mariée demeure globalement ménagée par la société durant tout le temps que son époux est vivant. Ce dernier joue alors le rôle de bouclier pour elle à telle enseigne que sa situation de marginalité est relativisée ou du moins rendue, à bien des égards, supportable pour elle.

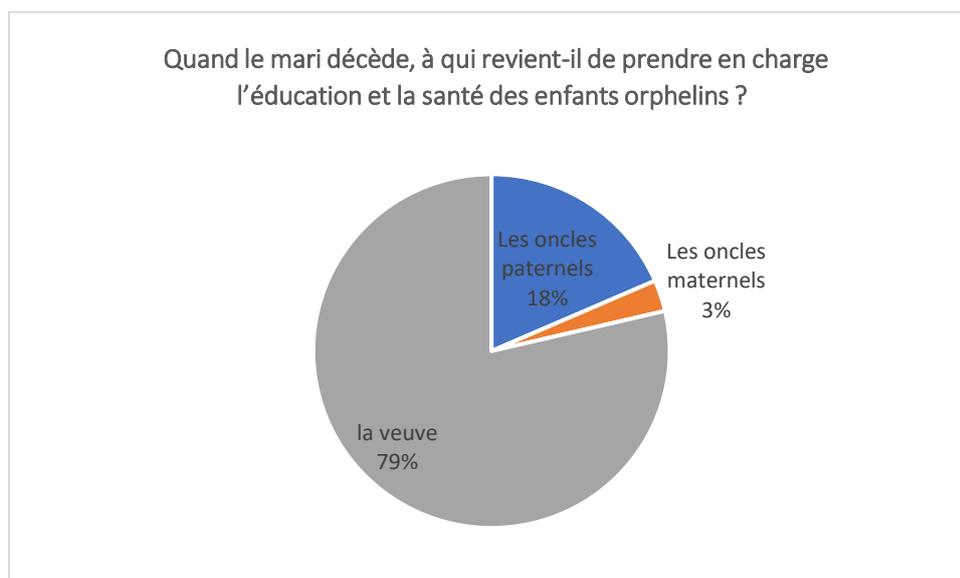
Graphique 6: Paiement de factures scolaires dans le ménage



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

Au regard de ce qui précède, quand le décès de l'époux ne s'accompagne pas d'un mécanisme de substitution, il constitue un événement déclencheur d'une profonde rupture qui laisse alors la veuve dans un double désarroi : à la perte de son époux, s'ajoute celle de son soutien face aux sollicitations que provoque la vie quotidienne du ménage. La figure n°7 indique les contours que prend cette transformation de la situation de la veuve en raison du décès de son époux en termes de prise en charge des dépenses liées à la santé et à la scolarisation de ses enfants. Il apparaît clairement que pour remplacer le mari dans ses fonctions, dans la plupart des situations c'est la veuve : les informateurs reconnaissent dans leur grande majorité, soit 79%, que c'est elle qui prend en charge ces dépenses financières. C'est ce cas de figure qui est décrit par Amina, une quinquagénaire mariée de 50 ans de la communauté Boudouma de Yaoura (province du Lac), quand elle observe que « *Les veuves se débrouillent seules sans l'aide de personne, ce qui n'est pas le cas pour une femme qui est encore avec son mari parce qu'il est là pour l'aider. Si ces femmes ont la chance que leur mari prend en charge tout ce qui concerne la maison alors l'activité les aide pour satisfaire leurs petits besoins* » (Entretien du 19/07/2021). Les membres de la belle-famille, notamment les oncles paternels des orphelins, sont reconnus par 18% des 384 informateurs comme étant responsables des dites dépenses. Quant aux membres de la famille de la veuve, 3% d'informateurs reconnaissent qu'ils contribuent à prendre en charge ces frais.

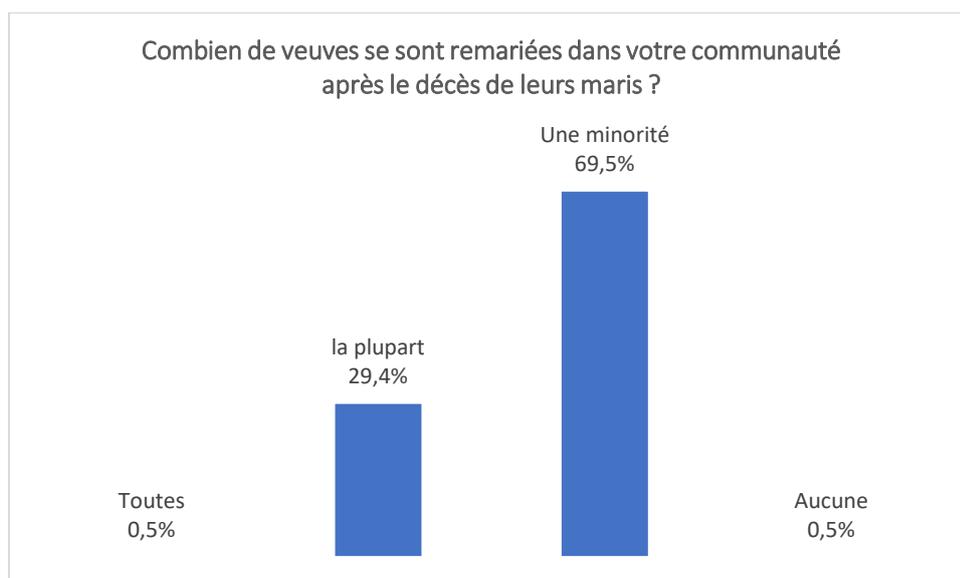
Graphique 7: Paiement de factures de santé et d'éducation après le décès de l'homme



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

Quels que soient les cas de figures, ce que les données analysées dans la figure n°7 ci-dessus montrent c'est que la veuve ne gère pas seulement la perte de son époux parce qu'elle ploie également sous le poids de responsabilités nouvelles auxquelles elle n'était pas habituée avant le décès de son époux. Il s'agit là d'une situation qui crée un sentiment d'oppression et de marginalisation et qui renforce la vulnérabilité de la veuve à la recherche de l'assistance pour relativiser sa charge surtout qu'il n'y a qu'une minorité qui arrive à se remarier de l'avis des informateurs, soit 69,5%.

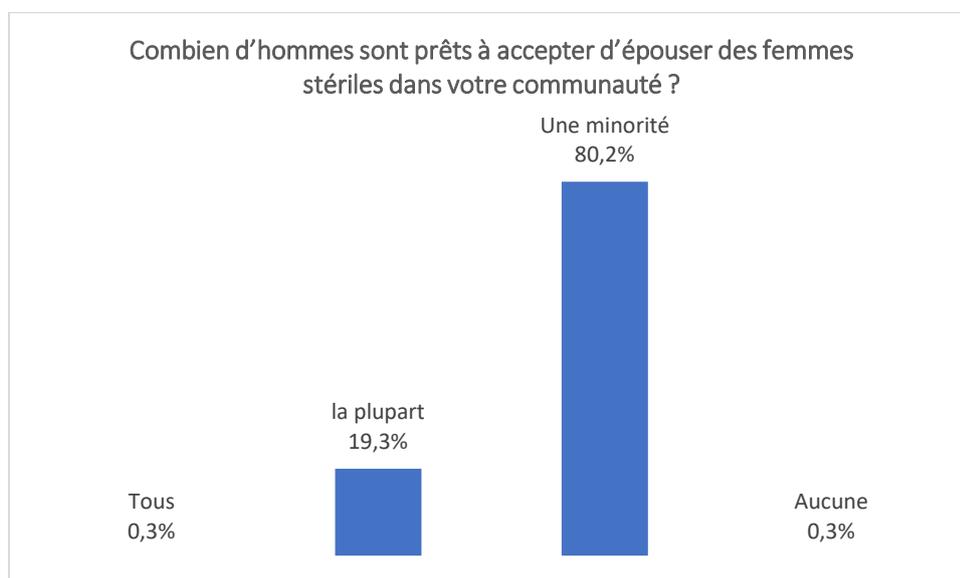
Graphique 8: Le remariage avec le décès du conjoint



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

La chance de se remarier est donc très faible au regard de ces données. Ce qui fragilise davantage les veuves, les exposant au discours en faveur des marginaux et des opprimés que tiennent les groupes extrémistes pour justifier leurs activités. Cette conclusion peut également tenir pour caractériser la situation vécue par les femmes dites stériles.

Graphique 9: Le mariage des femmes stériles



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

D'après l'enquête, seule une minorité a la chance de se marier. Dans leur large majorité, soit 80,2%, les informateurs déclarent qu'il n'y a qu'une minorité de personnes qui sont prêtes à épouser une femme réputée stérile pendant qu'il n'y a que 19,3% qui soient prêtes à convoler avec ce profil de femme. Ces données indiquent que la stérilité de ces femmes est localement construite comme un handicap insurmontable. C'est ce qui explique l'exclusion dont-elles sont l'objet par rapport au marché des alliances matrimoniales. Cette marginalisation en fait une

catégorie sociale victime de l'oppression de tous ceux qui sont capables d'enfanter. Or, comme on le verra plus loin, les groupes extrémistes se présentent comme de véritables justiciers mobilisés pour réparer les torts subis par toutes les catégories victimes d'oppression. Facile de saisir dans ces conditions, que ces femmes considérées comme stériles sont servies gratuitement comme cibles aux groupes extrémistes à cause du mépris et de la dépréciation qu'elles subissent sur le marché des échanges matrimoniaux.

Les facteurs liés aux rapports entre aînés et cadets sociaux d'une part et, de l'autre, entre établis et marginaux ne sont pas les seuls éléments qui organisent la vulnérabilité de la gent féminine et des jeunes. Si la nature de leur vulnérabilité demeure indirecte, il existe d'autres facteurs qui pourraient agir plus directement pour construire l'allégeance de la gent féminine à l'offre des groupes extrémistes.

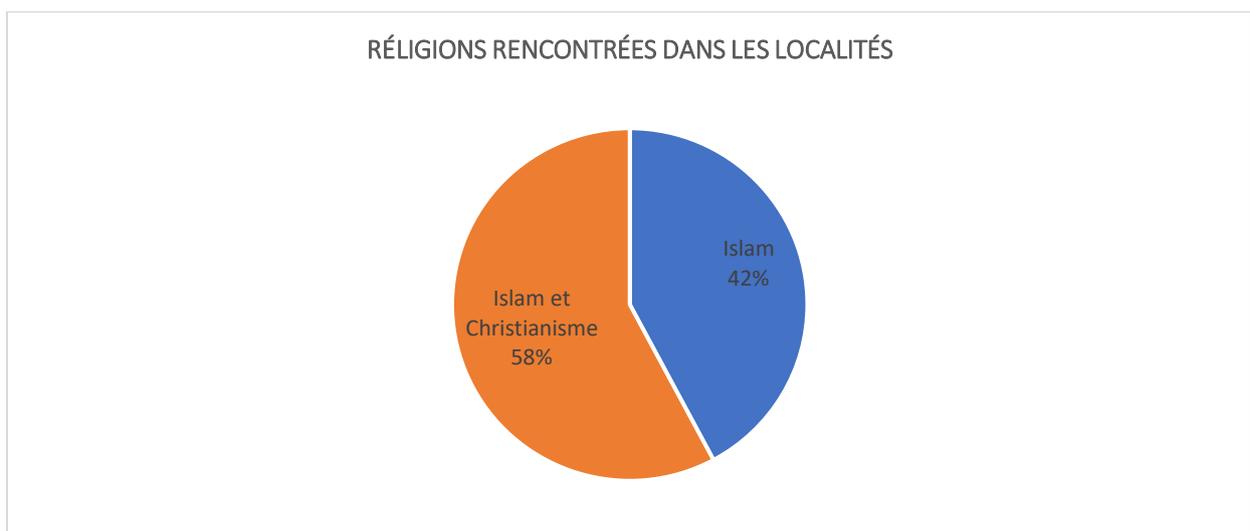
3.2. Facteurs religieux comme éléments potentiels d'organisation directe de l'allégeance aux groupes extrémistes

L'une des pistes de recherche retenues c'est que l'environnement et les pratiques religieuses constituent l'un des facteurs de vulnérabilité qui exposent les individus au recrutement par les groupes d'extrémisme violent de *manière directe*.

3.2.1. L'arène religieuse locale : perception de la situation de l'islam

Bien que les groupes extrémistes qui retiennent l'attention de la présente étude se revendiquent proche de l'islam, pour aborder l'influence locale de cette dernière religion, l'on est conduit à comparer son emprise avec celle d'autres acteurs stratégiques. Comme le veut l'analyse centrée sur la perspective de l'arène, cela permet d'envisager la diversité à travers la coexistence des différents acteurs ainsi que leur confrontation (J.-P. Olivier de Sardan, 2021 : 425). Les données collectées au cours de l'enquête de terrain justifient par ailleurs la pertinence de cette perspective d'exploitation dudit matériau : l'on se trouve, en effet, en présence d'une situation de diversité religieuse comme l'indique le diagramme suivant (graphique. n°10).

Graphique 10: Religions présentes dans les localités visitées



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

Dans les localités retenues pour l'étude, l'islam reste la religion dominante. Pour 42% des 384 informateurs enrôlés par l'équipe de recherche, l'islam est l'unique religion que l'on rencontre dans ces localités pendant que de l'avis des 58% restant, l'on y rencontre l'islam et le christianisme. En effet, il faut se rendre à l'évidence que la zone couverte par l'enquête, est une zone où l'islam est la religion de base. C'est l'avis de Moussa, président des repentis à Midi Koura dans la province du Lac, quand il affirme que « *Aujourd'hui dans notre localité l'islam est pratiqué par tout le monde. L'islam a une bonne situation puisqu'il est la seule religion à être pratiquée. On se plaît dans cette religion.* » (Entretien du 20/07/2021). Aminatou, 26 ans du village Yakoua dans la province du Lac, pense la même chose et soutient que « *Ici dans notre localité, il n'existe que l'islam. Tout le monde est musulman ici. Il n'y a pas de chrétiens.* » (Entretien du 19/07/2021). Bien qu'il reconnaisse la coexistence locale de l'islam et du christianisme en général, Saleh, un adulte de 55 ans du village Dandi dans la province de Hadjer Lamis, observe que « *Ici c'est la religion musulmane qui est la plus pratiquée par rapport au christianisme donc elle ne recule pas mais ça part de l'avant.* » (Entretien du 29/07/2021). C'est également ce qu'atteste la distribution des musulmans selon les ménages des informateurs rencontrés sur le terrain (tableau n°10). Sur les 384 informateurs, 379, soit 99%, affirment que tous les membres de leurs ménages sont des musulmans ; 0, 52% seulement d'informateurs déclarent que tous les membres de leurs ménages sont des chrétiens pendant que 3 enquêtés, soit 0,78%, avouent que leurs ménages sont le fait d'un métissage qui a rendu possible la cohabitation entre musulmans et chrétiens.

Tableau 10: Religion des membres du ménage

Appartenance religieuse	Effectifs	%
Tous musulmans	379	98, 69%
Tous chrétiens	2	0, 52%
Musulmans et chrétiens	3	0,78%
Total	384	

Source : données collectées pour la présente étude.

C'est cette prédominance de l'islam dans les deux régions retenues pour l'étude qui peut justifier à bien des égards l'affirmation de Haoua, une jeune dame âgée de 20 ans, selon laquelle « *L'islam est la seule religion ici donc il n'est pas possible de classer comme vous voulez* » (victime de Boko Haram retournée, Yakoua dans la province du lac, 19/07/2021) en cherchant à faire une hiérarchisation après une opération de comparaison avec le christianisme ou « l'animisme ». Ce propos atteste l'ancrage local dominant de l'islam. Ancrage qui présente également un *risque* quand on prend en compte la constante selon laquelle les groupes extrémistes djihadistes ne prospèrent que dans un environnement islamisé.

Cette prédominance quasi-sans partage de l'islam au sein des structures sociales locales ne doit cependant pas faire perdre de vue la réalité du contexte dans lequel l'on se trouve. L'adoption de l'islam localement ne doit pas laisser penser que l'on se trouve dans un champ religieux pacifié car au Tchad en général, il existe des tensions intra-communautaires entre les musulmans dits modérés et ceux dits intégristes. Il convient de distinguer le fondamentalisme de l'intégrisme : si « *Par fondamentalisme, on désigne...la position de ceux qui croient en l'existence éternelle d'une vérité universelle et qui croient qu'ils la détiennent en*

vertu d'une révélation » (G. Leroux, 2002 : 73) et que l'on pourrait tenir que l'intégrisme est la « *position de ceux qui dans l'exercice de la vie religieuse attachent une importance absolue au respect de l'intégrité de la doctrine et de la loi qui en découle* » (G. Leroux, 2002 : 74). Dans ce sens, les intégristes diffèrent des fondamentalistes qui sont considérés dans cette étude comme des extrémismes. Dans ce sens, les modérés sont considérés comme ceux qui pratiquent un islam libéral. Kanaye, une repentie de 20 ans retournée rencontrée à Bagasola (province du Lac), observe que « La création des groupes extrémistes au Tchad est due au conflit entre les musulmans modérés et intégristes par rapport à l'interprétation du coran » (entretien, 23/07/2021). Cette informatrice soutient même que les groupes extrémistes ont profité de ces tensions internes entre les croyants musulmans pour s'installer. C'est le sens de son propos selon lequel l'installation des groupes djihadistes « *est aussi due à la volonté des extrémistes d'imposer l'islam à tout le peuple tchadien avec l'application de la charia, la loi islamique.* » (Entretien, 23/07/2021).

Ce qui précède indique, à n'en plus douter, que la sur-dominance de l'islam ne constitue pas un bouclier contre l'extrémisme. Non seulement parce que les premières victimes des extrémistes ce sont les musulmans, mais aussi parce que les querelles de leadership au sujet de la pratique religieuse qui ne manquent pas au sein de l'islam constituent une faille. En dehors de cette situation favorable à l'installation des groupes extrémistes, ces derniers mobilisent un ensemble d'arguments pour se légitimer ainsi que leurs initiatives. Ce sont ces justifications que l'extrémisme violent mobilisent pour se légitimer qui retiennent à présent l'attention.

3.1.2. Légitimation de l'extrémisme djihadiste à travers un travail d'imagination de sa nécessité

L'extrémisme se présente dès le tout premier contact comme une initiative de restauration d'un âge d'or de la pratique de l'islam n'ayant rien à voir avec la manière dont cette religion est aujourd'hui pratiquée. Il se donne pour mission de corriger les écarts qu'il prétend avoir observé entre cet âge d'or et la réalité actuelle. D'où la tendance mécanique à s'attaquer en premier aux musulmans eux-mêmes après avoir disqualifié le rapport qu'ils ont avec la pratique religieuse présentée par les groupes extrémistes comme le seul et unique modèle valable. Et c'est parce que les groupes extrémistes disent agir au nom de l'islam en s'attaquant paradoxalement aux musulmans pratiquants que ces derniers sont surpris et se questionnent sur leurs véritables mobiles.

C'est le cas de Mahamat, imam âgé de 75 ans en exercice dans la localité de Massaguet dans la province de Hadjer Lamis, qui affirme que « *A la radio, on entend seulement qu'ils ont attaqué et on ne sait jamais pourquoi.* » (Entretien du 27/07/2021). Abdou, un agriculteur kanembou de Méléya Kago (province du Lac) âgé de 44 ans, pense la même chose lorsqu'il déclare que « *Nous on ne sait pas ce qu'ils dénoncent, ils viennent, ils tuent, ils enlèvent et ils s'en vont* » (entretien du 22/07/2021). C'est le même désarroi sur fond de confusion et d'appréhension qui transparait du propos de Adideye, une agricultrice arabe de 54 ans rencontrée à Guité dans le Hadjer Lamis, selon lequel « *On ne connaît pas leur problème. Un jour ils vont arriver ici et ça deviendra très compliquer pour nous et nos enfants qui ne comprennent pas le degré de ce qui se passe* » (Entretien du 30/07/2021). Quand on tient compte du fait qu'Adibeye est musulmane pratiquante, la dernière partie de son propos prend un sens tout particulier quant au traitement que les groupes extrémistes réservent aux musulmans. L'autre chose à retenir de cette attitude que Adibeye partage avec l'imam Mahamat, c'est l'incompréhension et la confusion dans lesquelles le choix de ces derniers, c'est-à-dire des musulmans, pour cible par les groupes se présentant comme des serviteurs

de la diffusion et de la promotion de l'islam. Amina, une quinquagénaire mariée du village Yaoura (province du Lac) enrôlée puis repentie, traduit mieux cette incohérence des groupes extrémistes parce qu'« *Ils ne proposent pas du tout. Ils veulent que tout le monde soit islam mais ils tuent aussi les musulmans. « Allah Issarna » que Dieu nous vienne en aide* » (Entretien du 19/07/2021).

Parce qu'il dit lutter pour promouvoir la pratique de l'islam originel présenté comme la seule manière légitime de vivre cette religion, l'extrémisme djihadiste annonce l'ouverture d'une confrontation ouverte avec l'islam tel qu'il est classiquement vécu. De ce point de vue, il ne faut donc pas confondre l'islam avec l'extrémisme que l'on rencontre ici sous le visage du djihadisme. Pendant que l'islam est une religion monothéiste, « *le djihadisme est avant toute chose une idéologie globale* » (N. Mouline, 2015 : 1). Et comme tel, il procède d'une brouille des frontières, d'une confusion des limites et d'une remise en cause du sens des pratiques. C'est pour cette raison qu'en poussant les traits, il permet la rencontre des contraires et rend possible le cheminement de réalités antinomiques telles que la foi et l'insécurité ou la violence sur les autres et la subjectivation de soi. Il en est également symptomatique qu'en tant que « *bricolage intellectuel* », le djihadisme résulte lui-même « *du détournement de concepts, de symboles et d'images d'origine musulmane* » par des individus qui « *prétendent offrir aux « croyants » un nouveau départ, une nouvelle identité et un nouveau mode de vie pour réussir ici-bas et dans l'au-delà* » (N. Mouline, 2015 : 1). Toute cette alchimie est rendue possible par le contexte qui l'a généré, notamment la globalisation.

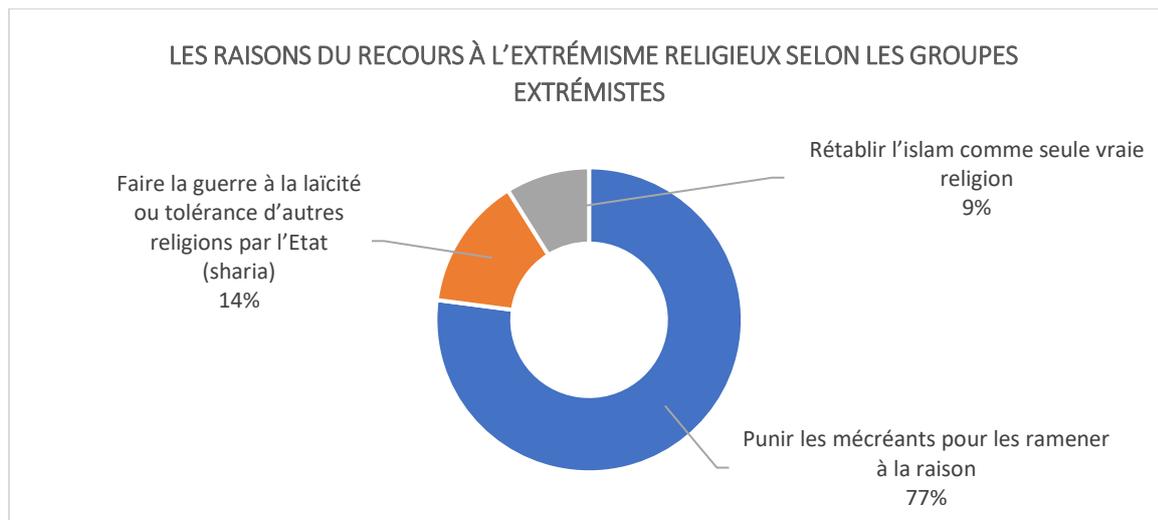
L'on est dès lors fort à l'aise à comprendre pourquoi pour ce dernier,

« les vrais croyants, désormais ultra-minoritaires, doivent accomplir un exode (al-hijra) en se séparant spirituellement des sociétés impies. Après avoir créé une plate-forme spirituelle et temporelle solide [comme Boko Haram], ces élus doivent se lancer à la conquête du monde impie dans le cadre d'un djihad intégral » (N. Mouline, 2015 : 14).

Ce qui précède indique que le djihadisme se présente comme une tentative de manipulation de la foi, c'est-à-dire du religieux, pour justifier le recours à la violence et à l'insécurité. L'argument mobilisé c'est la nécessité de « *rétablir la souveraineté absolue de Dieu (al-hakimmiya) à travers l'instauration de l'Etat et de la loi islamique pour libérer les croyants du matérialisme occidental* » (N. Moudine, 2015 : 14).

L'interrogation sur les justifications habituelles de cette forme d'extrémisme religieux sur le terrain de la présente étude par ses acteurs atteste cet amalgame au cœur de la logique fonctionnelle d'un groupe tel que Boko Haram, principal factionn extrême dont la présence est signalée dans ce cadre.

Graphique 11: Justification de l'extrémisme religieux



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

Au regard des informations qu'apporte la figure ci-dessus, plus des trois quarts des enquêtés, soit 77%, soutiennent que pour justifier et légitimer son existence et son extrémisme, Boko Haram se présente comme le défenseur de l'islam fondamental qui entend alors punir les mécréants, c'est-à-dire ceux qui ne professent pas la religion considérée par eux comme vraie. Ce qui signifie que les groupes extrémistes se présentent comme les seuls vrais musulmans entendus ici comme ceux qui pratiquent encore la religion authentique. Ce témoignage d'Aminatou, ménagère Boudouma de 26 ans du village Yakoua, illustre cette auto-imagination des extrémistes par eux-mêmes : « *Les Boko Haram pensent que la société ne respecte pas le coran et que les chrétiens ne doivent pas exister. Pour eux, le christianisme n'est pas une religion mais plutôt une œuvre du Satan.* » (Entretien, 19/07/2021). Se positionner en juge des pratiques religieuses des autres signifie estimer détenir le monopole de la vraie foi. Une telle position possède, en creux, la dénonciation du fonctionnement actuel de la société et tout particulièrement de la place qu'il réserve à l'observance des préceptes de l'islam. C'est ce relève Kanaye, une repentie de 20 ans enquêtée dans la localité de Bagasola (province du Lac) lorsqu'elle révèle que, dans son cas, « *Boko haram juge le fonctionnement de la société comme mauvais. Ce groupe extrémiste estime que la société actuelle fonctionne dans l'anarchie la plus totale, selon leur perception et compréhension de l'islam* » (Entretien, 23/07/2021).

Dans cette perspective, le fait de vouloir punir les mécréants signifie, par voie de conséquence, que les groupes extrémistes conçoivent leur initiative dans le registre polémologique. C'est une guerre au nom de la seule et unique foi à professer. C'est cette idée qui sous-tend l'objectif de punir les mécréants qui motivent les groupes extrémistes. C'est aussi ce projet qui justifie leur recours à la violence pour atteindre cet objectif. Ce qui apparaît dans cette démarche c'est que les groupes islamistes se constituent en tant que juste victime d'une agression injuste. Cette imagination de leur rôle les place dans une position de légitime défense, c'est-à-dire de gens inoffensifs et paisibles dont l'existence et le mode de vie sont menacés d'extinction.

En s'appropriant l'exclusivité du statut de défenseur de l'orthodoxie de la pratique de l'islam, ils s'octroient de facto la légitimité de lutter contre tous ses ennemis réels ou fantasmés. Dans leur imagination, ces *ennemis de l'islam* sont constitués des musulmans, pour peu qu'ils jugent qu'ils ne professent pas la seule foi vraie, et des non-musulmans. Cependant, l'on a constaté

que même les musulmans qui respectent l'orthodoxie ne sont pas épargnés par leurs combattants. Amina, une repentie de Yaoura (province du Lac) âgée de 50 ans, fournit la clé de compréhension de cette contradiction apparente : selon elle, les extrémistes « *disent que les personnes qui respectent déjà les règles doivent être éliminées pour qu'ils meurent sans péché et celles qui pratiquent la religion à leur tête doivent aussi être éliminées pour qu'ils ne pêchent pas plus et qu'ils ne contaminent pas les autres.* » (Entretien du 19/07/2021). Ce propos a l'avantage de montrer que les extrémistes se considèrent comme le relais humain et vivant du travail divin puisqu'ils peuvent distinguer qui est pur/saint ou impur/souillé et décider de la condamnation ou alors de la béatification. Mais le Dieu pour lequel ces extrémistes constituent le relais n'est ni un Dieu de pardon, ni un Dieu d'amour : il s'agit clairement d'un Dieu de vengeance qui ne tolère aucune différence et pour qui la diversité constitue une dangereuse et menaçante chimère à combattre avec la dernière énergie.

La figure n°11 permet également de découvrir la solution à la menace que les mécréants font courir à la vraie foi et au mode de vie qu'elle promet. En effet, pour 14% des 384 informateurs dont les réponses ont été analysées, la solution des groupes extrémistes c'est l'application de la sharia en vue du rétablissement de l'islam comme seule vraie religion ainsi que 9% de l'échantillon présentent la manière dont les groupes extrémistes justifient leurs actions. C'est ce que Aminatou de la localité de Yakoua (province du Lac), ménagère de 26 ans anciennement membre de Boko Haram, souligne à travers ce témoignage : « *Les Boko Haram pensent que la société actuelle fonctionne très mal. C'est pourquoi, ils veulent créer un Etat islamique* » (19/07/2021). Agée de 20 ans, Kanaye informatrice de la localité de Bagasola (province du Lac), anciennement membre de Boko Haram, fait un témoignage identique lorsqu'elle affirme que « *Le groupe Boko Haram propose pour changer cette manière de fonctionner en convertissant tout le monde à adhérer aux groupes extrémistes. Et ils envisagent de créer un Etat islamique où ils vont appliquer la charia comme la loi fondamentale* » (Entretien, 23/07/2021).

A côté de cette présentation de soi sous le plus beau jour, les groupes extrémistes entendent tirer profit des facteurs de vulnérabilité qui fragilisent collectivement les acteurs sociaux en raison du partage d'un environnement dont ils ont en commun les avantages et les inconvénients.

4. L'instrumentalisation des facteurs de vulnérabilité associés à l'environnement politique et économique par les groupes extrémistes en vue de la conversion

Cette subdivision interroge les procédés et mécanismes que les groupes extrémistes mobilisent pour tirer profit des conjonctures politiques et socio-économiques qui structurent le quotidien des populations des provinces de Hadjer Lamis et du Lac en vue de les convertir à leur idéologie. Cette orientation de l'étude procède de l'hypothèse que même l'extrémisme violent fait usage des mécanismes non-violents à l'instar de la séduction pour s'imposer auprès des populations.

4.1. L'exploitation de l'inefficacité de l'Etat par les groupes extrémistes

En tant que forme d'organisation politique, l'Etat constitue au Tchad une figure de l'occidentalisation de l'ordre politique. Or, les groupes extrémistes basent leur propagande et leur stratégie de séduction sur la diabolisation de la civilisation occidentale. C'est dans ce sens

que les dysfonctionnements de l'Etat organisent un environnement propice aux entreprises de ces groupes.

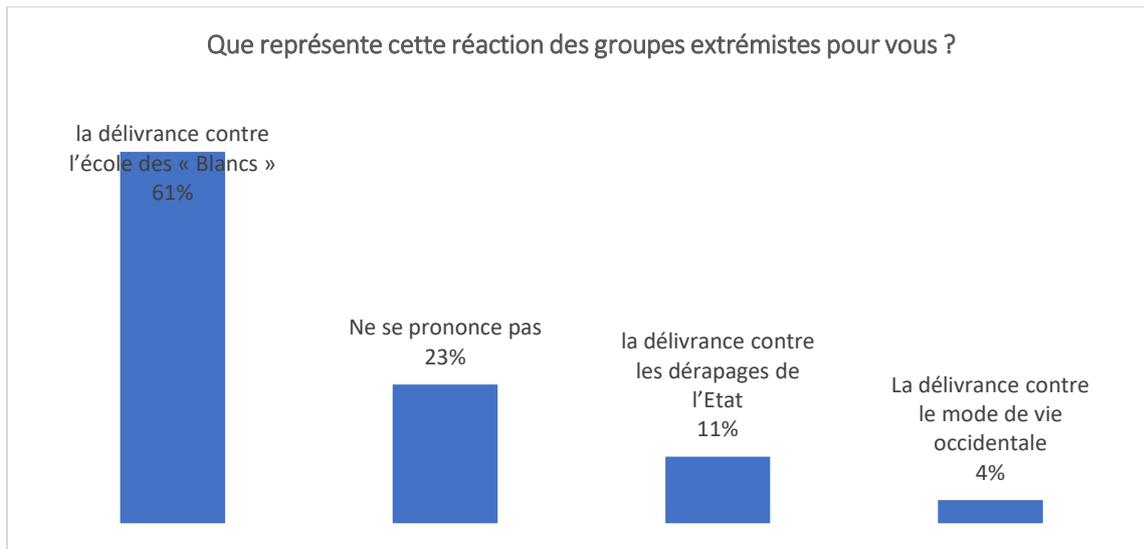
4.1.1. L'école et la laïcité en procès : l'instrumentalisation du sentiment de rejet de l'Occident

Comme dans nombre de pays de l'Afrique subsaharienne, le Tchad est mis en défi par les incidences du modèle d'éducation qu'il met en œuvre et par la coexistence d'une diversité de religions.

L'opération de présentation de soi sous un jour essentiellement radieux dans le beau rôle de justicier chargé de la défense de la seule et vraie pratique de l'islam valide est associée à un travail de désignation des ennemis qui peuvent avoir une incarnation dans les secteurs d'activités de la vie quotidienne. L'un de ces secteurs c'est celui de l'éducation. Celle-ci est la traduction d'une politique publique, c'est-à-dire d'une politique de l'Etat. Ce qui signifie que les dysfonctionnements du système scolaire peuvent être appréciés comme la conséquence de l'inefficacité de ce dernier. Comme dans beaucoup de pays africains comme le Tchad, les politiques éducatives souffrent de leur inadaptation. Nombre d'observateurs soulignent leur extraversion ; elles sont de pâles copies des politiques éducatives pensées par les anciennes colonies.

Aussi, l'impression qui se dégage c'est que l'on a affaire à une école occidentale répliquée sous les tropiques. La conséquence de cette situation c'est que l'une des pathologies du système scolaire c'est d'avoir la réputation d'être une usine de fabrication systématique des chômeurs. Ce qui est alors reproché à ce modèle d'école, c'est d'être inadapté aux contextes locaux. Même l'adoption de nouvelles approches pédagogiques comme celle par les compétences ne parviennent pas à rectifier la situation. Localement, c'est-à-dire dans les provinces de Hadjer Lamis et du Lac, les jeunes scolarisés peinent en effet à trouver de l'emploi ou à mettre leur inventivité au service d'une activité génératrice de revenus. Et, c'est sur cet écart entre les attentes associées à la scolarisation par les populations et la misère quotidienne que ces dernières expérimentent que les groupes extrémistes s'emploient à capitaliser à leur propre compte. L'objectif visé par cette propagande des groupes extrémistes c'est de démonter l'inutilité de l'école dite occidentale. C'est ce que montrent les résultats de l'enquête présentés par la figure ci-dessus.

Graphique 12: Appréciation des actes extrémistes



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

Les groupes extrémistes ont réussi à faire admettre aux informateurs que leurs actions participent d'un travail de délivrance de la société tchadienne de l'école des « Blancs ». Sur les 384 informateurs que compte l'échantillon de la présente étude 61% soutiennent cet avis. Si l'on ajoute à cette catégorie les 11% qui soutiennent que les groupes extrémistes contribuent à les délivrer contre les dérapages de l'Etat (11%) et les 4% d'informateurs qui apprécient les initiatives de ces groupes comme une entreprise de délivrance contre le mode de vie occidental, cela fait environ les trois quarts de la population de l'étude. A côté de ce pourcentage, la proportion d'informateurs qui ne se prononcent pas, notamment 23%, apparaît plutôt marginale.

Les résultats ainsi obtenus coïncident avec les discours des groupes extrémistes contre l'école occidentale. L'interrogation sur les origines d'un groupe extrémiste tel que Boko Haram est révélatrice à plus d'un titre à ce sujet. C'est qu'observe Tidjani, un agriculteur de 58 ans et de surcroît chef de canton de Karal (province de Hadjer Lamis), d'après qui « *Selon les informations, ce groupe s'est formé au Nigeria et les gens de Boko Haram ne veulent pas de l'école des blancs. C'est ainsi qu'ils partent en guerre contre l'école française* » (Entretien, 29/07/2021). Pour certains ce n'est même pas seulement parce que l'école occidentale n'arrive pas à trouver de l'emploi à ses pensionnaires qu'elle est rejetée par les groupes extrémistes. Aminatou, ménagère âgée de 26 ans dans la localité de Yakoua (province du Lac), soutient ainsi que les groupes extrémistes attribuent la responsabilité de la mauvaise pratique religieuse à l'école occidentale ; c'est pourquoi « *Ils ne veulent pas de l'école occidentale. Pour eux, tout ce qui appartient aux occidentaux n'est pas bon* » (Entretien, 19/07/2021). Ce qui signifie que le rejet de l'école occidentale est également motivé par le fait qu'il fait concurrence à l'école coranique qui contribue plutôt à une meilleure socialisation des enfants à la vie religieuse. C'est ce que confirme Abakar, l'imam de la localité de Guité (province de Hadjer Lamis) âgé de 63 ans, qui confie que « *nous avons beaucoup d'écoles où on enseigne uniquement le coran* » (entretien, 30/07/2021). Il va de soi qu'une scolarisation exclusivement basée sur l'enseignement du coran prépare mieux à l'appropriation des préceptes de l'islam et à l'adoption subséquente d'un mode de vie en adéquation avec la morale musulmane.

L'on peut ainsi comprendre le rejet de l'école occidentale par les groupes extrémistes. Derrière l'école, c'est la civilisation occidentale qui est en fait construite comme l'ennemi désigné à abattre. Dans la mesure où l'école ordinaire constitue le symbole de cette dernière, il s'agit en fait pour les groupes extrémistes de pénétrer le quotidien des populations en parlant à ce qui leur est plus proche, notamment en surfant sur les déceptions qu'elles vivent vis-à-vis de cette institution. En faisant un amalgame entre ces déceptions à l'égard de l'école occidentale et les causes des insuffisances de l'attachement aux préceptes de l'islam ainsi qu'au mode de vie qu'il valorise, les groupes extrémistes profitent alors d'une situation de vulnérabilité pour s'insérer au ras du sol. Ce qui est alors dénié à l'école c'est sa capacité à garantir à la fois l'instruction et l'éducation. Si les extrémistes lui reconnaissent la capacité d'instruire les enfants, ils lui déniaient son rôle quant à l'intégration sociale de ceux-ci.

La laïcité constitue un mécanisme d'intégration par la régulation par l'Etat de la coexistence des religions. De la situation tchadienne, la laïcité prend le sens de l'organisation de l'égalité entre les croyances religieuses ou les groupes religieux à l'œuvre dans le champ social et se double du sens de la reconnaissance mutuelle. De ce point de vue, la laïcité est une modalité d'organisation de la coexistence entre les religions en séparant le pouvoir temporel du pouvoir religieux. Elle travaille à sortir la religion de la sphère publique pour l'installer dans l'espace privé. Les groupes extrémistes trouvent cependant que cette modalité de régulation du religieux et de la foi est responsable de la crise de la pratique de l'islam. C'est pour cette raison que, comme l'observe Kanaye, une ménagère repentie de Bagasola (province du Lac) âgée de 20 ans, « *Le groupe Boko Haram dénonce le fait que le Tchad soit un pays laïc et non Etat islamique. Les membres de ce groupe dénoncent le fait que la charia n'est pas appliquée au Tchad. Ils pensent également que les musulmans du Tchad ne pratiquent pas la vraie religion* » (Entretien, 23/07/2021). De leur point de vue, pour garantir et promouvoir la vraie religion, la solution c'est une théocratie de type islamique à travers la consécration de la sharia. L'on comprend justement pourquoi « *Pour changer cette manière de fonctionner de la société actuelle, les extrémistes proposent de créer un Etat islamique et de convertir tout le monde à adhérer à la religion musulmane* » (Aminatou, ménagère du village Yakoua, (Entretien, 19/07/2021). Ce projet de passage de l'Etat laïc à un Etat islamique se manifeste par un travail de socialisation et de conditionnement des populations au défi de l'Etat.

4.1.2. L'instrumentalisation de l'inefficacité de l'Etat

D'une manière générale, l'Etat tchadien éprouve des problèmes, comme toute organisation politique africaine de cette nature, à répondre avec efficacité aux attentes légitimes des populations. L'arrière-pays est généralement moins servi que les centres urbains. L'on manque presque de tout ici. La situation est telle que les populations expliquent l'enracinement des groupes extrémistes dans les provinces de Hadjer Lamis et du Lac par la précarité. Aussi pour nombre d'informateurs rencontrés sur le terrain, la panacée pour lutter contre l'extrémisme c'est justement de faciliter aux populations l'accès aux services de base. C'est ce que pense Kakaye, agricultrice de la localité de Midi Koura âgée de 27 ans anciennement pensionnaire de Boko Haram, quand elle observe que pour que les gouvernants luttent contre les groupes extrémistes, « *Ils doivent construire des écoles et des centres de santé pour qu'on puisse se soigner sur place chez nous car à chaque fois qu'on est malade, on part à Bol pour aller à l'hôpital et parfois nos gens meurent en route avant d'arriver à l'hôpital* » (Entretien, 23/07/2021).

L'idée ici c'est que si les groupes extrémistes prospèrent c'est à cause de l'inefficacité de l'Etat ou, si l'on veut, de son incapacité à prendre en charge les attentes et les difficultés liées au

mal-vivre des populations. C'est cette accusation qui est mise en évidence dans ce propos de cette ménagère de Méléa anciennement pensionnaire de Boko Haram connue sous le nom de Kouta : « *Ce qui a provoqué la création des groupes extrémistes au Tchad en général c'est l'abandon et les frustrations de certaines populations dues aux agissements de l'Etat qui est absent dans certaines zones du Pays* » (Entretien, 21/07/2021). Deux choses sont montrées du doigt par cette ménagère de Méléa dans la province du Lac : l'indifférence des gouvernants à l'égard des misères et souffrances des populations d'une part et, de l'autre, les ressentiments induits de ce désintérêt pour la précarité de ces dernières. Les deux phénomènes sont par ailleurs interdépendants car c'est l'indifférence qui provoque la colère de ces infortunés.

Et c'est à cause de cette mise en accusation des gouvernants et de l'Etat qu'ils dirigent qui est l'objet d'une récupération de la part des groupes extrémistes qui présentent désormais les pouvoirs publics sous la figure de l'oppression des masses paysannes. C'est ce que Kanaye, ménagère 20 ans repentie de Bagasola (province du Lac), témoigne lorsqu'elle observe que « *Les groupes extrémistes sensibilisent les populations à ne pas payer les impôts à l'Etat parce que pour eux, l'Etat ne fait rien pour elles et ils disent que c'est un Etat satanique* » (Entretien, 23/07/2021). Cette diabolisation de l'Etat est une stratégie de persuasion sur fond de manipulation des masses. L'objectif visé par cette manœuvre c'est de faire de l'Etat et de ses gouvernants la cible de l'inimitié des populations. En en faisant les responsables de leurs mauvaises conditions de vie, les groupes extrémistes trouvent un bouc émissaire à la pauvreté. Ce qui permet de remettre au goût du jour toutes les théories du complot présentant les populations comme les victimes de ce désormais *satanisme d'Etat*.

Cette stigmatisation de l'Etat et de ses gouvernants n'est pas gratuite ; elle a une valeur instrumentale. Le but visé c'est de justifier l'appel à la défiance des institutions qui accompagne les initiatives des groupes extrémistes en vue de l'institution de leur règne. Il s'agit de donner aux populations des raisons et des motifs valables pour défier l'ordre établi comme ces groupes le leur recommandent. C'est donc en toute cohérence que « *La coopération des femmes avec les groupes extrémistes les motivent à ne pas payer les impôts parce que le fait de coopérer avec ces derniers, montre déjà leur allégeance à la secte Boko Haram, donc elles ne travaillent sur leur ordre et défient l'autorité de l'Etat* » (Kanaye, ménagère dans la localité de Bagasola, entretien, 23/07/2021). Pour les groupes extrémistes, le fait de payer les impôts sans avoir aucun service de base à l'échelle locale constitue une escroquerie et une grave injustice. Ce qui est juste dans cette perspective, c'est ne pas payer les impôts. Le contraire est totalement injuste. Toujours dans le sens de défier l'autorité de l'Etat, Kanaye -une ancienne pensionnaire de Boko Haram- a observé que « *Les groupes extrémistes contribuent à ce que les populations ne recourent plus au service de la police ou de la gendarmerie parce qu'ils leur donne la possibilité de se venger soi-même si elles ont des problèmes particuliers à régler avec un particulier* » (Entretien, 23/07/2021).

C'est la même démarche de défiance à l'égard de l'autorité de l'Etat qui habite le travail des groupes extrémistes contre le recours au service des forces de sécurité. Comme le fait remarquer Aminatou, une repentie de 26 ans du village Yakoua (province du lac), « *Les groupes extrémistes contribuent à ce que les populations ne recourent pas plus au service de la police ou de la gendarmerie parce qu'ils ne croient plus aux services délivrés par l'Etat. Ils donnent la possibilité à ses membres de se faire justice. C'est la loi de la vengeance* » (Entretien, 19/07/2021). L'instrumentalisation de l'inefficacité de l'Etat fournit ainsi un terreau facile aux groupes extrémistes pour le diaboliser en vue de se substituer à lui. Auprès des populations, ces groupes motivent ce choix en se présentant comme sensibles à leur situation

d'oppression par l'Etat. Dans cette perspective, ils se présentent sous la figure du bon samaritain faisant œuvre de charité désintéressée en direction de pauvres gens malmenés et abandonnés par des méchants.

Tout ceci montre que les groupes extrémistes opèrent à partir d'une stratégie qui vise à soigner leur image en les présentant sous un visage d'agneau même si au fond ils sont de véritables loups à la recherche d'autres choses. La suite de l'étude permettra d'apprécier si cette exploitation des facteurs politiques de vulnérabilité collective par les groupes extrémistes parvient à séduire les populations au point de les convertir à leur idéologie. L'on propose à présent d'examiner comment ces groupes instrumentalisent également les facteurs de vulnérabilité collective associés à l'environnement économique des populations des provinces de Hadjer Lamis et du Lac.

4.2. L'instrumentation de la pauvreté par les groupes extrémistes

D'une manière générale, les pays de l'Afrique subsaharienne expérimentent des difficultés sur le plan économique. La conséquence de cette situation c'est la dégradation des conditions de vie des populations qui vivent donc dans la dépossession. Cette dernière fragilise ceux qui en souffrent et qui deviennent alors vulnérables. Et les groupes extrémistes qui l'ont compris basent leur propagande et leur stratégie de séduction sur ces points de fragilité.

4.2.1. Une situation d'extrême pauvreté

L'une des caractéristiques communes aux deux sites d'étude retenus par la présente étude ce sont les conditions de vie des populations. Comme on l'a vu plus haut, les principales activités génératrices de revenus pour les populations sont l'agriculture, l'élevage, le commerce et la pêche. Pour se faire une idée des retombées de ces activités, l'étude a interrogé leur vie quotidienne car la qualité de celle-ci permet de saisir la suffisance ou l'insuffisance des revenus que ces populations obtiennent de ces activités. Pour l'interroger, l'on a pris appui sur la pyramide des besoins d'Abraham Maslow. Cette dernière distingue cinq types de besoins est sous-tendue par l'idée que tant qu'un besoin inférieur n'est pas comblée, l'individu ne peut exprimer celui qui lui est supérieur dans la hiérarchie opérée par Abraham Maslow. Ladite hiérarchie va de la base au sommet. Ainsi de la base au sommet, l'on a les besoins physiologiques (faim, soif, sexualité, sommeil, etc.), les besoins de sécurité (environnement stable et prévisible, sans anxiété ni crise), les besoins d'appartenance et d'amour (affection des autres), les besoins d'estime de soi (confiance et respect de soi, reconnaissance et appréciation des autres) et enfin les besoins d'accomplissement de soi (moralité, créativité, spontanéité, etc.).

Pour une mise en contexte de cette théorie des besoins de Maslow, l'étude a tenu à dégager ce qui est construit localement comme besoin par les populations elles-mêmes, notamment les femmes. Le résultat de cette enquête sur les besoins des femmes est résumé par ce propos de Kanaye, ménagère de 20 ans à Bagasola (province du Lac) : « *Les besoins d'une femme qui nécessite de l'argent pour les réaliser ce sont entre autres l'achat des habits et chaussures, la couture, la nourriture et elle a également besoin de se laver avec de l'eau propre et du savon, besoin de se tresser et se oindre avec de la pommade* » (Entretien, 23/07/2021). En interrogeant ces besoins énumérés à la lumière de la pyramide de Maslow, même si l'on ne considère pas cette dernière comme une vérité absolue applicable partout, l'on se rend compte qu'il renvoie tous à la base de la pyramide, c'est-à-dire aux besoins physiologiques. Etant entendu que l'expression des besoins est hiérarchisée et que c'est la satisfaction des besoins inférieures qui suscitent celle de ceux considérés comme supérieurs,

l'on peut aisément conclure que les populations des provinces de Hadjer lamis et du Lac vivent dans une extrême précarité. C'est pour cela qu'elles en sont réduites à s'occuper de leur survie car l'intérêt pour les besoins physiologiques exprime la manifestation d'un instinct de survie de gens poussés à leurs derniers retranchements.

L'intérêt pour la sécurité alimentaire des populations confirme ce qui précède. Pour éviter de multiplier les verbatim, l'on a retenu un témoignage qui symbolise l'état d'esprit des populations tout en rendant compte de leur condition d'insécurité. Maboua, une agricultrice âgée de 30 ans qui vit dans la localité de Yakoua (province du Lac), confie que « *Ici, même pour trouver à manger c'est déjà difficile donc le problème de soin de peau n'est pas une nécessité pour nous. Si on se lave et on trouve n'importe quelle huile on se oint avec et c'est tout. Dans le cas contraire on ne s'oint pas et c'est tout. Je ne sais pas s'il y a des femmes qui utilisent de crèmes ici mais je doute fort qu'il y en a une* » (Entretien, 19/07/2021). Ce propos traduit la pression de l'insécurité alimentaire. Celle-ci est telle qu'elle ne permet pas aux femmes de songer à autre chose. Son omniprésence leur impose de songer d'abord à survivre en opérant une autre hiérarchisation à l'intérieur des besoins qu'Abraham Maslow a pourtant réunis de manière homogène dans la catégorie besoins physiologiques. Cette tendance à confiner les besoins à ceux physiologiques est confirmée dans la localité de Karal dans la province de Hadjer Lamis par le chef de ce canton Tidjani qui observe que « *Les besoins des femmes qui nécessitent de l'argent sont le désir d'avoir de nouveaux habits et l'alimentation* » (Entretien, 29/07/2021).

La fixation faite sur la lutte pour la survie est telle qu'Aminatou, une repentie de 26 ans qui vit dans la localité de Yakoua (province du Lac), préfère renoncer au téléphone sur l'occasion se présentait au profit de la nourriture : « *Je n'ai pas de téléphone. Je n'ai même pas d'argent pour me payer de quoi manger, donc même si je trouve un téléphone, je vais le vendre pour payer la nourriture* » (Entretien, 19/07/2021). Ce propos atteste de l'état et de l'emprise de hantise quotidienne par le risque de famine au sein de la population. C'est peut-être ce qui explique que le fait d'avoir un récepteur de téléphone mobile représente un prestige qui n'est pas la portée des cadets sociaux. Agée de 34 ans Mahamat, une repentie mariée de la localité de Midi Koura (province du Lac), témoigne à ce sujet que « *Je n'ai pas de téléphone. C'est mon mari qui a un téléphone et non moi. D'ailleurs je vais appeler qui avec un téléphone* » (Entretien, 20/07/2021). Cette résignation de cette épouse, qui dissimule mal ses envies, indique de la situation de dépossession aggrave la marginalisation de la femme en la précarisant davantage par rapport à l'homme.

Cette aggravation de la précarisation de la femme, qui rend compte de la paupérisation des conditions de vie des sociétés locales dans les deux provinces d'enquête, se manifeste sur le terrain de la prise en charge de sa santé intime. A cause du déficit de moyens, même les objets nécessaires à l'entretien de leur hygiène intime, les femmes sont obligées d'y renoncer pour leurs trouver des substituts de circonstance. Maboua, la repentie mariée et âgée de 30 ans dans la localité de Yakoua (province du Lac) réagit avec vigueur à la question où trouvez-vous les moyens pour financer l'achat de vos serviettes hygiéniques : « *Non, on n'utilise pas de serviettes hygiéniques* » (Entretien, 19/07/2021). Cette réaction traduit une attitude de quelqu'un qui veut dire qu'on lui parle de quelque chose qui ne relève pas de son monde. Il s'agit également d'une réaction qui traduit une sorte de résignation des femmes face à la dégradation de leurs conditions de vie induite de celle des sociétés locales dans les provinces de Hadjer Lamis et du Lac. Cette résignation s'accompagne de la recherche des stratégies de substitution qui paraissent, à bien des égards, être des bricolages attestant de l'inventivité de

subalternes. C'est ce que confirme ce témoignage de Kanaye, ménagère de 20 ans Bagasola (Lac), qui affirme ce qui suit : « *Je n'utilise pas de serviettes hygiéniques. Ici dans notre localité les femmes utilisent les morceaux de pagnes comme serviettes hygiéniques* » (Entretien, 23/07/2021). Cette situation de la femme rend compte de la précarité des conditions de vie en général car c'est parce que ceux qui leur donnent de l'argent, leurs époux, expérimentent des difficultés en la matière qu'elles sont réduites à ces bricolages.

Ce constat d'une dégradation des conditions de vie de l'ensemble de la société locale est confirmé par l'enquête sur la qualité des habitations. Voici quelques témoignages tirés au hasard dans la base des données collectées au cours de la présente enquête :

- Kakaye, agricultrice de 27 ans à Midi Koura (province du Lac) : « *Les maisons sont construites en pailles ici* » (Entretien, 20/07/2021),
- Kouta, ménagère repentie de 30 ans qui vit dans la localité de Méléa (province du Lac) : « *La plupart des maisons dans notre communauté sont construites en matériaux locaux. Mais il y a quand même certains qui ont un peu de moyens et qui construisent leurs maisons avec de la terre et le toit en tôles* » (Entretien, 21/07/2021).
- Kouta, ménagère repentie de 30 ans qui vit dans la localité de Méléa (province du Lac) « *Ma maison est construite avec la terre battue. Il n'y a même pas des matériaux modernes ici pour construire une belle maison. Même le toit de la maison en terre battue. Il y a même certaines personnes dans la localité qui habitent des maisons construites à base des tiges.* » (entretien, 21/07/2021).
- Mahamat, ménagère de 34 ans habitant de Midi Koura (province du Lac), « *La plupart des maisons sont construites en tiges et bâches. Vous pouvez regarder vous-mêmes au tour de vous ce ne sont que des maisons en tiges et bâches* » (Entretien, 20/07/2021).
- Maboua, repentie mariée et âgée de 30 ans dans la localité de Yakoua (province du Lac) : « *Je ne sais pas si on appelle ça une maison mais elle est construite avec des tiges et un plastique au-dessus. Vous pouvez regarder vous-même autour de vous* » (entretien, 19/07/2021).

Ces témoignages parlent par eux-mêmes et disent ouvertement la précarité de l'habitat des populations de la province du Lac. La situation n'est guère différente dans la province de Hadjer Lamis où Saleh, un agriculteur repentie de 55 ans qui vit dans la localité de Dandi (province de Hadjer Lamis) confie que « *Les maisons sont construites en matériaux locaux donc quand il pleut, nous sommes obligés de sortir avec les enfants pour dormir sous le hangar parce que les maisons peuvent s'écrouler à tout moment. Ma maison est construite en terre battue et de troncs d'arbres* » (Entretien, 29/07/2021). En fait, il y a lieu de douter que ces gens ont des maisons à partir du moment où ces dernières ne jouent plus le rôle escompté, à savoir protéger les individus contre les intempéries et les menaces des animaux sauvages. Le témoignage de Tidjani, le chef de canton de la localité de Karal (province de Hadjer Lamis), indique quand même que dans quelques espaces les populations arrivent à se loger : « *La plupart des maisons dans la communauté sont construites en terre battue. Ma maison est construite avec des matériaux locaux et modernes (briques cuites, ciment, planches, tôles, portes métalliques)* » (Entretien, 29/07/2021). Dans ce contexte, les habitations comme celle du canton de Karal sont considérées comme un véritable luxe. Quant à l'habitation du chef de canton, c'est une dépense de prestige qui n'est pas à la portée du premier venu.

Les développements qui précèdent conduisent à conclure que les populations des provinces de Hadjer Lamis et du Lac vivent dans une extrême précarité qui organise leur vulnérabilité à

l'égard des stratégies de séduction des groupes extrémistes. Cette situation d'extrême précarité débouchant sur l'organisation de la vulnérabilité n'est cependant pas vécue de la même manière par toute la société localement. Compte tenu de leur marginalité structurelle, les femmes sont davantage fragilisées à cause de leur dépendance à l'égard du soutien de leurs époux qui, eux-mêmes, subissent la conjoncture de plein fouet. Et c'est cette fragilité existentielle des femmes que les groupes extrémistes cherchent à exploiter pour espérer attirer leur sympathie et leur adhésion à leur cause.

4.2.2. Tirer profit de la précarité et du sentiment d'abandon

Face à ce qui apparaît comme une véritable crise de survie quotidienne des populations des provinces de Hadjer Lamis et du Lac, les administrations ne semblent pas vraiment sensibles. Leurs souffrances ne semblent pas rencontrer d'échos auprès des autorités et des gouvernants. Deux éléments sont généralement convoqués par les populations des deux provinces pour motiver ce sentiment qu'elles ont que les pouvoirs publics sont insensibles à leur sort : le déficit d'Etat à la périphérie et le comportement tracassier des agents de l'Etat. Pour ce qui est du premier argument l'observation de Kouta, ménagère mère de 30 ans kanembou de Méléa (province Lac), a été retenue pour illustrer ce sentiment d'abandon qui habite les sociétés locales dans les provinces du Hadjer Lamis et du Lac. Selon Kouta, « *Ce qui a provoqué la création des groupes extrémistes au Tchad en général c'est l'abandon et les frustrations de certaines populations dues aux agissements de l'Etat qui est absent dans certaines zones du Pays* » (Entretien, 21/07/2021). De l'avis de cette ménagère anciennement pensionnaire de Boko Haram, la nature ayant horreur du vide, la situation de vie provoquée par l'absence de l'Etat à la périphérie, notamment dans ses confins comme dans cette province du Lac, a suscité des envies de la part des groupes extrémistes au point de les encourager à s'installer.

Selon Kouta, ces groupes tirent également profit d'un environnement favorable à leurs initiatives. Cet environnement c'est celui des frustrations induites d'un sentiment de marginalisation et de désintérêt de la part de l'Etat. Ce constat peut paraître banal pour ceux qui ignorent le rapport des populations rurales à l'Etat en Afrique. Mais il suffit de se rappeler qu'il s'agit d'une relation qui se pense et s'inscrit dans le registre de l'attente de l'assistance par l'Etat des populations paysannes pour comprendre la symbolique de la dénonciation de cette absence de l'Etat. Ainsi comprise, cette dénonciation rend compte d'un processus d'accusation de l'Etat qui est indexé d'être responsable de leur extrême précarité. Ce qui est pointé du doigt c'est le modèle de gouvernance, c'est-à-dire de délivrance et d'accès aux biens et services collectifs, sur lequel les gouvernants ont misé.

C'est également ce sentiment d'abandon qui transparait derrière la dénonciation des comportements des agents publics générés par ce modèle de gouvernance mis en accusation. Pour illustrer ce qui est en cause, l'observation de Kouta, ménagère repentie de 30 ans vivant dans la localité de Méléa (province du Lac), peut également être mobilisée. Selon elle, « *Ce qui a provoqué la création des groupes extrémistes dans notre localité [Méléa] c'est que les gens sont abandonnés à eux-mêmes ; l'Etat ne leur vient pas en aide et quand ils essaient de faire quelques activités telles que la pêche, l'agriculture, la pêche ou le commerce, les agents de l'Etat ne leur rendent pas la tâche facile avec des arnaques de tout genre* » (Entretien, 21/07/2021). Ce témoignage traduit le ras-le-bol des populations paysannes locales et leur colère. En fait ce que dit cette ménagère, c'est qu'en plus de ne pas s'occuper de leurs conditions de vie délétères, quand les paysannes entreprennent de se prendre elles-mêmes en charge, l'Etat à travers ses agents se pose en obstacle. Cette situation est d'autant plus

pénible pour ces paysannes qu'elle est vécue comme une violence institutionnelle, sorte d'agression contre leur désir de survie qui démultiplie leurs difficultés alors même qu'elles se seraient attendues à être plutôt accompagnées par l'Etat par le truchement de ses agents.

Ce sentiment d'abandon et de désintérêt de leurs conditions de vie par l'Etat amène les paysannes à être désormais disposées à faire un choix entre les groupes extrémistes et l'Etat. C'est ce qu'illustre ce propos de Maboua, repentie mariée et âgée de 30 ans dans la localité de Yakoua (province du Lac) :

« Ce qui pousse les femmes à rejoindre les Boko Haram c'est la pauvreté. Ici dans notre village, les gens sont pauvres et l'Etat ne leur donne rien à manger donc si de l'autre côté les gens de Boko Haram nous proposent une belle vie pourquoi ne pas aller pour pouvoir trouver de quoi se nourrir. Vous-même regardez là où nous sommes, nous n'avons même pas de maison comme chez vous, il n'y a pas d'eau potable, rien à manger et si c'était vous, allez-vous accepter de vivre dans ces conditions difficiles ? (avec un air un peu fâché) » (Entretien, 19/07/2021).

Il ne s'agit cependant, comme on le verra plus loin, d'un choix de cœur mais de l'expression d'un basculement exprimant l'état de désespoir de ces femmes et des populations locales face à la dureté des conditions de vie. C'est plus l'expression d'un choix guidé par l'instinct de conservation qu'autre chose.

Et les groupes extrémistes qui ont conscience de cette fragilité s'emploient justement à l'exploiter à fond à leur propre compte. Il en est symbolique que nombre d'observations des repenties à l'instar de la nommée Kanaye, ménagère de 20 ans du village Bagasola (province du Lac), témoignent du fait que :

« Ce qui pousse les femmes vulnérables à rejoindre extrémistes c'est la pauvreté. Ici dans notre communauté, la plupart des femmes n'ont pas des terres cultivables et n'ont de l'argent pour exercer les petits commerces afin de satisfaire leurs besoins. Or, les groupes extrémistes viennent les plus souvent nous dire qu'ils ont des solutions à nos problèmes. Ils nous proposent l'amélioration de nos conditions de vie. C'est pour cela que beaucoup de femmes vulnérables décident de les suivre » (Entretien, 23/07/2021).

Ce témoignage vient de quelqu'un qui a observé de l'intérieur Boko Haram, notamment d'une femme repentie, confirme, en effet, que les groupes extrémistes ont flairé en la précarité et le sentiment d'abandon des populations locales une faille susceptible de servir leur cause.

Ces groupes n'ont pas seulement flairé la faille puisque des affirmations de repenties, c'est-à-dire des informatrices anciennement pensionnaires de Boko Haram, à l'instar de celui d'Aminatou, ménagère de 26 ans mariée et membre de la communauté Boudouma de Yakoua (province du Lac), témoignent ce qui suit :

- *« Ce qui rend les femmes vulnérables à l'extrémisme violent c'est la pauvreté. Nous vivons dans des conditions très difficiles. On n'arrive pas à bien manger. Tous les jours, tu te lèves et ta situation ne change pas. Les enfants pleurent et tu n'arrives même pas à leur trouver à manger. C'est comme ça que les Boko Haram viennent dire aux gens que chez eux, ils ont tout et que si tu acceptes d'aller avec eux, ta vie va changer. C'est ainsi que, certaines personnes les suivent bêtement. » (Entretien, 19/07/2021) ;*
- ou encore *« La création des groupes extrémistes dans notre localité est due aux frustrations endurées par les populations du Lac. Les Boko Haram venus du Nigéria ont profité de cette situation de désespoir pour venir proposer les meilleures conditions*

de vie aux populations du Lac. Certaines personnes les ont cru et les ont regagné et d'autres telles que moi, sommes enlevées de force » (Entretien, 19/07/2021).

C'est également cette exploitation des mauvaises conditions de vie des populations par les groupes extrémistes qui est montrée du doigt par Moussa, éleveur 45 ans se présentant comme le président des repentis de Midi Koura (province du Lac), à travers cette observation : « *Ici dans notre localité, ce qui a provoqué la création des groupes extrémistes c'est la recherche des meilleures conditions de vie, de travail* » (Entretien, 20/07/2021). Une telle stratégie joue cependant à double sens. Tant que le groupe extrémiste demeure fidèle à ses promesses ainsi formulées dans le traitement des misérables paysannes séduites par son offre, il est sûr du soutien et de l'adhésion des recrues. Cependant, si ces dernières constatent, comme on le verra plus loin, un décalage entre la parole et l'acte, c'est automatiquement le rejet systématique. En examinant la dynamique des méthodes d'enrôlement mobilisées par les groupes extrémistes, l'on parvient à identifier la part de l'adhésion par séduction à côté d'autres ressources. C'est ce que la subdivision qui suit se propose de développer.

5. La dynamique des méthodes d'enrôlement des femmes par les groupes extrémistes

Cette subdivision apporte des réponses au sujet des stratégies d'enrôlement ou de recrutement des femmes des provinces de Hadjer Lamis et du Lac par les groupes extrémistes. C'est un moment pour évaluer les résultats du travail de séduction réalisé par ces groupes et surtout pour déterminer ce qui prédomine les ressources qui sont mises à contribution ainsi que celles d'entre-elles qui prédominent. Tout ceci se fait en situant les choses dans l'histoire de manière à apprécier les bifurcations et les ruptures ainsi que les continuités.

5.1. L'échec des méthodes de séduction

Cette subdivision fait une mise en perspective du phénomène dans le temps et questionne alors son évolution de manière à rendre compte des mutations et des échecs enregistrés.

5.1.1. Le point sur les méthodes de recrutement de la première heure

Interroger l'évolution des méthodes de recrutement des groupes extrémistes dans le temps n'est pas toujours évident tant l'image du recours à la force par eux comme ressource exclusive s'impose. Pourtant, les données collectées sur le terrain dans le cadre de la présente étude indiquent tout à fait autre chose. Les témoignages recueillis auprès des informateurs penchent à reconnaître que les choses n'ont pas toujours commencé par le recours la force.

Certains témoignages font état de ce qu'à ses débuts, le recrutement des populations paysannes par les groupes extrémistes a reposé sur un engagement volontaire. Globalement deux cas de figures de ces recrutements dits volontaires au début ressortent de l'analyse des données collectées. Le premier cas de figure c'est celui que décrit le chef de poste de Sécurité de Bagasola urbain (province du Lac) d'après qui « *Ce sont les chefs de Boko Haram qui sont venus rencontrer les parents de ces femmes et jeunes. Ils leur ont promis des choses et ces derniers, si naïfs qu'ils étaient, ont encouragé les gens à aller rejoindre ce groupe extrémiste. C'est ce qui se faisait par le passé* » (Entretien, 22/07/2021). Dans ce premier cas de figure, Boko Haram a profité de trois choses : la précarité des familles vivant dans le dénuement, la naïveté des populations à cause de leur analphabétisme et la pression parentale sur les enfants pour les amener à suivre les rangs de ce groupe extrémiste. Ce qui signifie qu'il faut

relativiser la thèse de l'expression de la volonté. Ces recrutements présentent plutôt le visage d'un engagement extorqué qui ne s'est pas accompagné de l'adhésion des concernés au projet et à la cause des groupes extrémistes.

Deuxième cas de figure : piégés par la précarité et l'oisiveté, certains désœuvrés et malfrats ont trouvé en l'offre de recrutement des groupes extrémistes une aubaine. C'est ce qui transparaît du propos de l'imam Abakar de Guité (Hadjer Lamis) qui témoigne que « *les groupes extrémistes sont ici pour avoir des combattants venant du Tchad parce que dans cette population il y a des gens qui n'ont rien à faire et qui sont des voleurs pour lesquels c'est facile de rejoindre le camp des Boko Haram* » (Entretien, 30/07/2021). Selon ce point de vue, les groupes extrémistes ont profité d'une conjoncture et ont été perçus à leurs débuts comme une occasion de produire son existence. Tidjani, le chef de canton de Karal (province du lac), confirme ce fonctionnement des groupes extrémistes lorsqu'il témoigne que « *D'après les informations, ils donnaient un peu d'argent au début à ces personnes et une fois là-bas, on les drogue pour les utiliser pour les opérations kamikazes* » (Entretien, 29/07/2021). De ce point de vue, cette contrepartie échangée contre son engagement aux côtés des groupes extrémistes aurait attiré les oisifs et les voleurs, bref la catégorie flottante de la population.

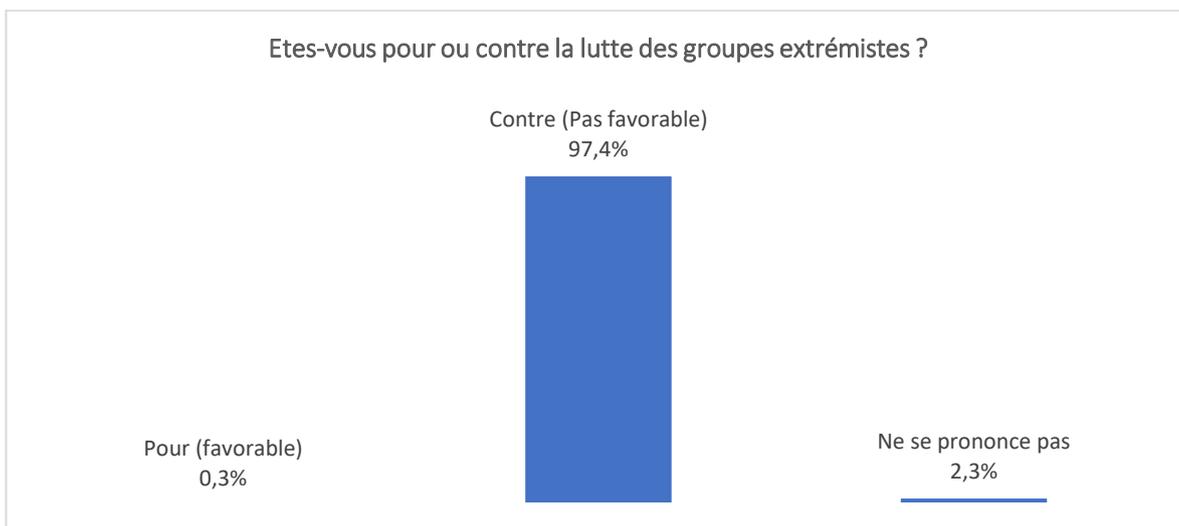
Ce que révèle ce constat c'est que bien que ces acteurs appartenant à cette catégorie sociale que l'on qualifie de population flottante aient accepté d'être enrôlée par les groupes extrémistes, il ne s'est jamais agi d'une adhésion par conviction. Ce n'est donc pas parce qu'ils ont épousé le projet idéologique et la quête de la construction d'une société de droit islamique qu'ils ont choisi de suivre ces groupes. Leur recrutement demeure alors un engagement distancié, c'est-à-dire sans adhésion véritable de manière à se transformer en entrepreneur de la cause que porte le groupe extrémiste. Ils sont plutôt dans la situation de l'acteur stratégique qui ne suit/sert une cause que parce qu'il s'en sert.

Par ailleurs, le fait que les populations qui font allégeance aux attentes de ces groupes extrémistes présentent cette démarche comme un acte de révolte pourrait amener les groupes extrémistes à penser qu'ils ont réussi à atteindre leurs cibles et leurs objectifs. Mais il n'en est rien car il apparaît plutôt que cette allégeance auxdits groupes est plus une tactique du faible qu'autre chose. Il en est illustratif que les femmes qui ont été enrôlées de gré et surtout de force par un groupe comme Boko Haram à l'instar de Kakaye, repentie de 27 ans de la localité de Midi Koura (Lac), justifient leur allégeance à ce groupe par le fait qu'« *elles ont quelque chose à reprocher au pouvoir en place. Parfois il faut leur montrer à quel point on est en colère contre eux, et comme ça ils penseront un peu à nous. Tous les hommes sont partis et rien n'a changé alors si les femmes s'y mettent tout il y aura un changement* » (Entretien, 20/07/2021). Cette attitude trahit la réserve et la suspicion des groupes extrémistes par les populations qui demeurent lucides face à leur propagande. Dans ce sens, il apparaît que l'adhésion volontaire de certaines femmes aux groupes extrémistes réunit tous les éléments d'une contestation violente du pouvoir en place parce que ces femmes n'arrivent pas à trouver des terres pour cultiver, ni de l'argent pour exercer les activités génératrices des revenus ou à chercher les fagots pour la cuisson des aliments. Cette révolte est également motivée par le fait que leurs époux, c'est-à-dire leurs soutiens financiers, n'arrivent pas à pêcher librement à cause des agents des eaux et forêts qui les arnaquent à longueur de la journée.

Ce déficit d'adhésion à la cause défendue par les groupes extrémistes et l'absence d'appropriation de leur combat par ces recrues de la première heure sont confirmées par les données quantitatives collectées au cours de la présente étude. La figure n°13 ci-dessous indique que sur les 384 informateurs qui se sont prononcés, 97,4% sont contre la cause et le

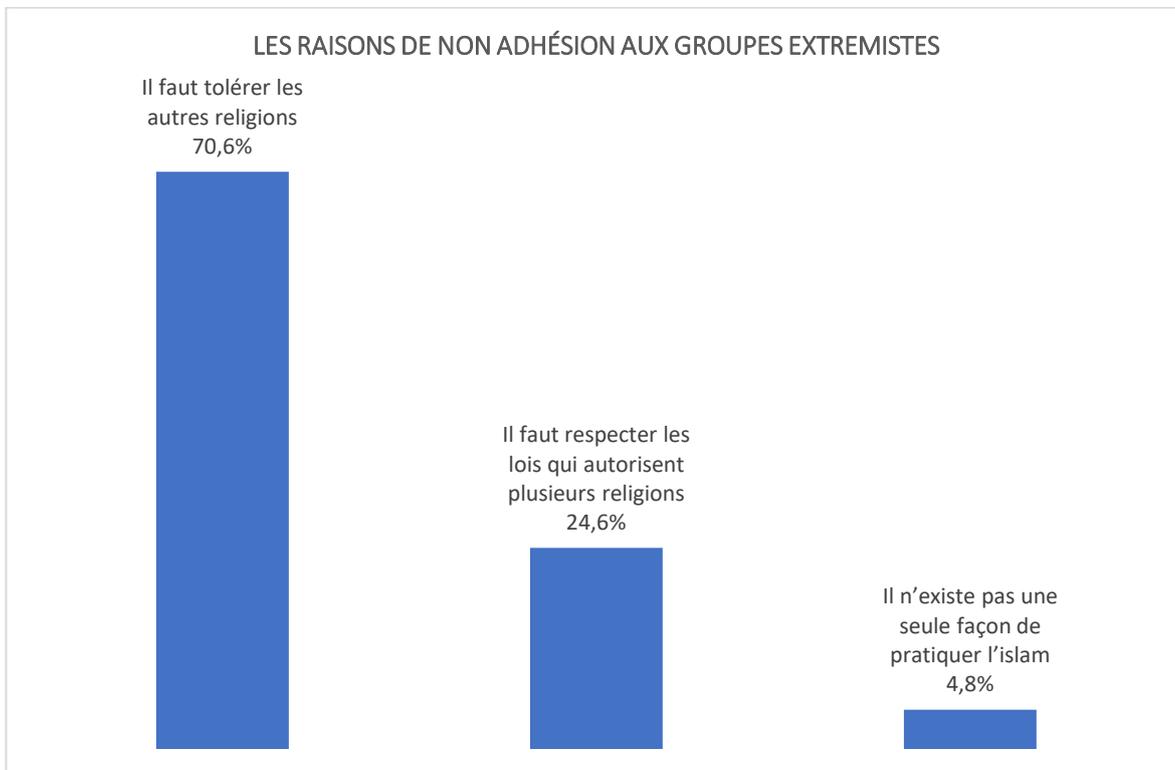
combat des groupes extrémistes. Est-il utile de rappeler ici que 65% de l'échantillon est constitué des anciennes recrues des groupes extrémistes ? Ce rappel indique que le travail de séduction de ces derniers n'a pas porté de fruits puisqu'il n'y a que 0,3% des informateurs qui soutiennent la cause défendue par ces groupes. Les 2,3% restants ne se sont pas prononcés.

Graphique 13: Défense de la cause extrémiste



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 384)

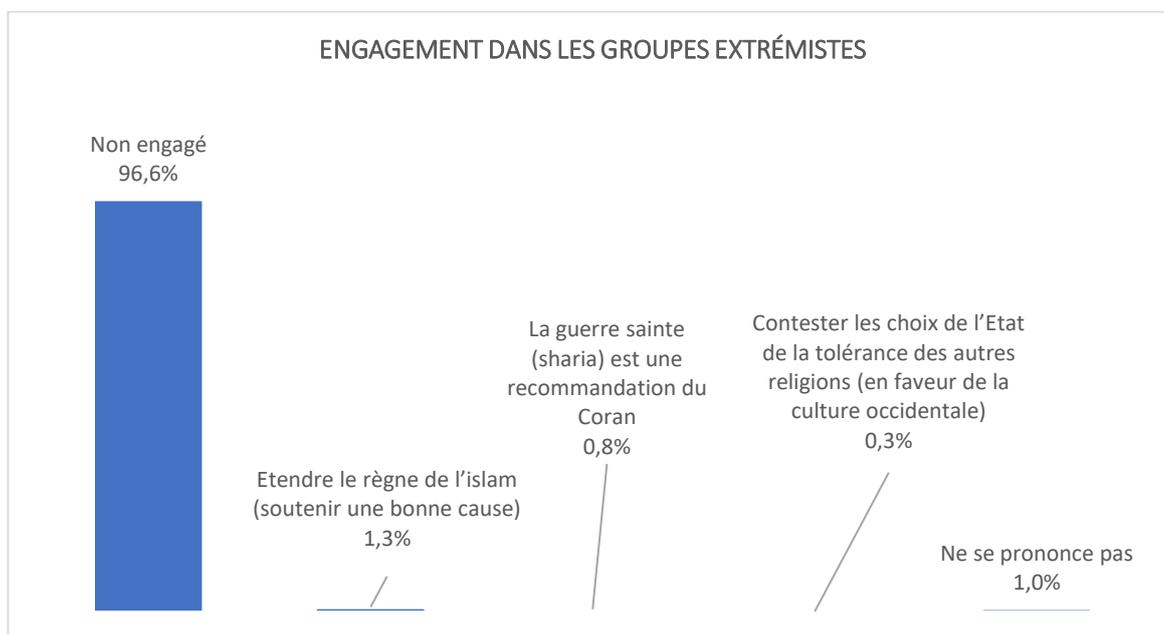
Graphique 14: Les raisons de non adhésion à la cause extrémistes



Source : données collectées pour la présente étude. (N = 374)

Quand on questionne les raisons qui justifient ce rejet des groupes extrémistes, l'on découvre que la large majorité des informateurs est opposée au projet de remise en question de la laïcité au Tchad que portent les groupes extrémistes puisque 70,6% sont plutôt pour la coexistence de plusieurs religions dans la tolérance mutuelle pendant que 4,8% pensent qu'il n'existe pas une seule façon de pratiquer l'islam. Ce qui signifie que cette dernière catégorie d'informateurs dénie aux groupes extrémistes le droit de détenir le monopole et l'exclusivité de la pratique l'islam qu'ils se sont octroyés. Si l'on ajoute les 24,6% qui rejettent le projet des groupes extrémistes parce qu'il faut respecter les lois qui autorisent plusieurs religions à la première catégorie d'informateurs (70,6%), l'on comprend aisément que l'endoctrinement extrémiste a échoué à s'imposer. Ces résultats sont corroborés par ceux relatifs à l'engagement dans les groupes extrémistes par les femmes dans les deux provinces de l'étude.

Graphique 15: Engagement dans les groupes extrémistes



Source : données collectées pour la présente étude. N = 384

Sur les 384 personnes enquêtées seules 3,6% ont affirmé leur engagement avec les groupes extrémistes et ce pour étendre le règne de l'islam (1,3%), la guerre sainte (0,8%) et l'intolérance des autres religions (0,3%). Il reste 1% d'informateurs qui ne se prononcent pas. Les données de la figure n°15 indiquent que sur les 384 informateurs 96,6% n'ont pas adhéré aux groupes extrémistes même si beaucoup ont bel et bien séjourné dans ces derniers à la suite d'un enrôlement par contrainte. Ces résultats de l'enquête apportent la preuve que ces groupes extrémistes n'ont pas réussi à convertir les femmes qu'ils ont enrôlées ou qui sont allées à eux de leur propre chef. S'ils n'ont pas réussi à réaliser la conversion de leurs pensionnaires, ce ne sont sûrement pas les acteurs sociaux qui n'ont jamais été en contact permanent avec eux qu'ils auraient pu séduire. Et ce sont les déterminants de cet échec que l'étude entend à présent interroger.

5.1.2. Les déterminants de l'échec de la stratégie de conversion des populations par séduction

L'image que les groupes extrémistes travaillent à donner d'eux-mêmes c'est celle d'ouvriers impénitents de la justice et de gens charitables qui ont fait du souci de l'autre leur raison de

vivre. Le rôle dans lequel ils sont c'est celui de justiciers des opprimés mobilisés pour réparer tous les torts contre ces marginaux. C'est ce qui justifie la campagne qu'ils mènent en vue de la diabolisation du pouvoir et des gouvernants. C'est également pour cette raison qu'ils cherchent à démontrer que le recours à la violence est un acte de charité par lequel on envoie un message aux oppresseurs pour qu'ils prennent conscience des souffrances du peuple. Les extrémistes se présentent alors comme des entrepreneurs de cause, d'une cause salubre, prêts à se sacrifier pour le salut de tous, c'est-à-dire de tous les opprimés et marginalisés.

Cependant, à côté de cette image qui participe de la mise en scène et de la dramaturgie, il y a la réalité. Une réalité inimaginable et difficile à soutenir parce qu'elle relève d'un véritable processus d'ensauvagement dans lequel toutes les formes de violence sont expérimentées. Cette expérimentation est le cadre de libération d'un potentiel d'agressivité sans limites contre l'humanité des populations qui, en retour, n'épargne pas celle des auteurs. Avec une telle logique d'envisager le lien social, la finalité des groupes extrémistes c'est d'instaurer un climat de panique jusqu'à ce que la société soit paralysée par un sentiment profond de peur. C'est de ce climat que parle Mbodou, une réfugiée nigérienne du village Ngouboua (province du Lac) âgée de 56 ans, quand elle confesse que « *Je suis ici depuis deux ans et je ne vois pas en quoi l'islam peut être menacé. Plutôt, tout le monde ici se sent menacé par la présence des Boko Haram, parce qu'on se dit qu'ils pourraient venir nous chercher. Ils ne sont pas loin, il suffit d'arriver de l'autre côté de la rive pour les rencontrer* » (Entretien du 23/07/2021). En fait, pour cette quinquagénaire, qui est devenue une fugitive permanente, toujours prête à déménager pour éviter de se faire capturer par les combattants des groupes extrémistes, les groupes extrémistes font vivre les populations dans une anxiété sans fin. Cette anxiété est liée à la peur d'être fait captif par les groupes extrémistes.

Cette peur permanente d'être enlevé n'est pas le visage du processus d'ensauvagement dont les groupes extrémistes sont les auteurs. Etant entendu qu'ils constituent les individus qu'ils enlèvent en captifs, ces groupes ont pour souci de les nourrir ou en tout cas de les prendre en charge. Et pour y arriver, les groupes extrémistes qui disaient pourtant être les ouvriers de la justice se transforment en bourreaux pour les populations. N'étant pas dans leur nature d'acheter quoique ce soit, ils volent presque tout retirant alors leur dernier espoir aux gens qui vivent déjà dans la précarité. Ils ne se contentent pas de voler du bétail ; comme ils sont réfractaires à toute résistance, ils laissent de nombreuses familles dans la désolation. C'est ce que confie Amina, une repentie de la communauté Boudouma de Yaoura (province du Lac) âgée de 50 ans, lorsqu'elle constate que « *Nous, on ne sait pas pourquoi les Boko Haram sont ici. Mais ils arrivent, c'est pour voler nos bétails et essayer de convaincre des hommes à les suivre. Et lorsque ces derniers refusent, alors ils les tuent et leurs familles. Parfois ils préfèrent tuer leurs femmes et enfants pour les pousser à accepter leur proposition.* » (Entretien du 19/07/2021). La réduction des êtres humains en captifs ou le vol de leurs biens ne peuvent participer d'aucune séduction, au contraire. Ces premiers éléments fournissent ainsi une première clé de compréhension de l'échec de la stratégie de conversion des populations des deux provinces retenues pour l'étude au moyen de la séduction. Ce que l'on apprend, c'est que l'on ne peut séduire un individu avec un fusil à la main sans manquer de le convertir.

A ces éléments, il convient d'ajouter les incidences de la riposte des autorités contre les attaques des groupes extrémistes. En ripostant avec la dernière énergie au point d'aller combattre un groupe extrémiste comme Boko Haram jusqu'à son dernier retranchement en territoire nigérien, l'armée tchadienne a contribué à inverser l'image que les groupes extrémistes entendaient diffuser d'eux-mêmes dans l'opinion et le champ social local. Le Chef

de Base de Surveillance du Territoire (BST)/sous-Préfet Intérimaire de Bagasola traduit à merveille cet effet-riposte lorsqu'il témoigne qu'« *Avant, beaucoup de gens étaient partis rejoindre les Boko Haram. Mais, depuis 2017, beaucoup d'efforts ont été faits grâce au soutien de l'Etat et des ONG qui interviennent dans la province du Lac. Alors le phénomène de Boko Haram a un peu diminué. Ça va mieux parce que nous arrivons à suivre un peu leurs traces des éléments de ce groupe de Boko Haram* » (Entretien, 22/07/2021). Cette riposte conduite par les gouvernants, l'armée et les divers acteurs de la société civile a permis d'ouvrir les yeux aux acteurs sociaux qui étaient encore habités par la naïveté.

Autre chose qui a introduit du bruit dans la stratégie de conversion des populations des deux provinces par les groupes extrémistes, c'est le fait pour ces derniers de ne pas tenir leur parole. Cette confiance de Kanaye, une repentie âgée de 20 ans de la localité de Bagasola (province du Lac) donne une idée du type de promesses faites par les groupes extrémistes : « *Oui, pour nous fidéliser, on nous a promis beaucoup de choses. Ils nous ont promis de l'argent, des meilleures conditions de vie et le paradis pour celles qui accepteraient de servir de bombes humaines.* » (23/07/2021). Kouta, ménagère de 30 ans non-volontaire Méléa (province du Lac) présente un autre type de promesses de ces groupes : « *Quand j'ai fait leur connaissance, ils se sont présentés à nous comme des gens qui sont venus pour nous sauver de notre situation de misère et, ils nous ont fait rêver d'une vie meilleure. Ils nous ont promis qu'avec eux, il n'aura plus de difficultés à avoir accès aux meilleures conditions de vie, qu'on n'aura plus à subir les injustices de l'Etat etc.* » (Entretien, 21/07/2021).

Mais comme le constate le Chef de poste de Sécurité de Bagasola urbain (province du Lac),

« Ce dernier temps, comme les gens ont compris que les meilleures conditions de vie ou bien les promesses d'aides matérielles et financières que les éléments de Boko Haram leur ont promises ne se réalisent jamais, personne ne décide maintenant de les rejoindre volontairement. C'est pourquoi, de nos jours, les combattants de Boko Haram viennent enlever les femmes et les jeunes ainsi que les hommes de force dans les villages pour les amener là-bas » (Entretien, 22/07/2021).

Aminatou, une repentie âgée de 26 ans vivant dans la localité de Yakoua (province du Lac), confie ce qui suit : « *On nous a fait la promesse d'une vie meilleure et l'accès au paradis, mais quand on était là-bas, c'est tout à fait le contraire, c'est la misère. La vie qu'on vivait ici est nettement mieux. Là-bas c'est la souffrance. On n'arrive même pas à manger à sa faim* » (entretien, 19/07/2021). Cette expérience de la vie de captivité au sein des groupes extrémistes est la première chose que les captifs qui échappent à leurs geôliers relatent dans les moindres détails à leurs familles respectives ainsi que leurs divers liens de sociabilité. Ce qui contribue à lever le voile qui couvrait l'identité et la réalité véritable du projet de ces groupes extrémistes.

A titre d'illustration, voici quelques révélations sur la vie de captivité des personnes qui sont enlevées :

- Tidjani, : « *Les groupes extrémistes utilisent beaucoup plus les femmes pour les opérations kamikazes. Ils les prennent également comme épouses et les utilisent pour les travaux champêtres et ménagers.* » (Entretien, 29/07/2021) ;
- Tidjani, chef de canton de Karal (province du Lac) : « *Les groupes extrémistes ne prennent pas en charge les femmes veuves. Elles travaillent pour eux et reçoivent en contrepartie juste des aliments pour se nourrir* » (Entretien, 29/07/2021) ;

- Tidjani, chef de canton karal (Iac) : « *En termes d'amélioration de leur statut sociopolitique, les femmes ne bénéficient de rien de la part de ces groupes intégristes* » (Entretien, 29/07/2021).
- L'imam Abakar de Guité (Hadjer Iamis) : « *que le gens qui sont avec les Boko Haram bénéficient ? Je ne le pense pas du tout. Lorsqu'on les enlève, soit ils s'enfuient, soit ils meurent, si non, ils resteraient avec eux.* » (Entretien, 30/07/2021).

Toutes ces révélations apportent la preuve du fait que les groupes extrémistes viennent plutôt aggraver les conditions de vie des populations. Aucune promesse n'est tenue. Les captifs sont exploités pendant que d'autres sont éliminés quand ils ne sont pas utilisés comme bombes humaines ou kamikazes. Cette mise à nu de la véritable nature des groupes extrémistes explique également l'échec de la conversion des populations au moyen de la séduction car l'on se rend compte du fossé qui existe entre le discours propagandiste et la réalité. Ce partage d'expérience des anciens captifs des groupes extrémistes avec les autres individus restés en liberté contrebalance le manque d'éducation et conscientise sur les intentions cachées des groupes extrémistes comme Boko Haram. Ce qui rend difficile leur travail d'endoctrinement des populations.

Ce qui précède suggère que c'est l'échec de la stratégie de conversion qui justifie aujourd'hui le recours à la rareté des engagements volontaires. Même si ceux-ci sont devenus rares et résiduels, ils n'ont tout de même pas disparu. Aussi l'on se propose de comprendre leur processus et les logiques qui les animent.

5.2. Recrutements volontaires et enlèvements : procédés, mécanismes et logiques

Cette subdivision se propose de documenter les figures contemporaines du travail de recrutement. Bien que l'enrôlement volontaire soit devenu un phénomène marginal, il est nécessaire de rendre compte de ses procédés, mécanismes et logiques. L'on fait autant pour les kidnappings.

5.2.1. Procédés, mécanismes et logiques l'enrôlement volontaire

Sur les 384 informateurs qui composent l'échantillon de cette étude, l'on a enregistré seulement deux cas d'enrôlement volontaire : il s'agit d'Amina et Kanaye, l'une quinquagénaire (50 ans) et l'autre juste deux décennies d'existence. Les deux choses que les deux ont en commun, c'est d'être toutes ressortissantes de la province du Lac et mariées. Si la première était déjà mariée avant son enrôlement au sein de Boko Haram, la seconde, qui était célibataire, est allée se marier en captivité. Il s'agit donc de deux profils qui méritent que l'on s'y attarde pour comprendre la persistance du phénomène d'enrôlement volontaire aujourd'hui dans les sites d'enquête retenus alors qu'il est dit en recul.

Il faut noter qu'Amina est une musulmane mariée et mère de 7 enfants. Elle est sans emploi et vit dans une maison au sein de laquelle tous les 15 occupants sont des musulmans. Elle a montré un petit téléphone à double Sim sans coque et dont la batterie tient avec un support. Sur sa condition, voici ce qu'elle déclare : « *S'il me manque d'argent je demande à mes enfants. Car ce n'est pas facile pour mon mari aussi et il est vieux donc il ne travaille pas beaucoup.* » (Entretien du 19/07/2021). Elle est en cohérence avec la logique qui veut que l'épouse soit moins âgée que l'époux en Afrique subsaharienne. Amina reconnaît volontiers que « *Ici la vie est difficile pour tout le monde. Quand on a un événement qu'il soit heureux ou malheureux, on doit le partager avec les autres leur soutien physique ou moral est plus*

important que l'argent qu'ils pourront donner » (Entretien du 19/07/2021). Elle est très intégrée dans la famille à telle enseigne qu'elle semble vivre pour cette dernière. Voici ce qu'elle en dit : « *Depuis que je me suis marié, ma famille c'est devenue mon mari et mes enfants. Ce sont eux qui me soutiennent en toutes choses* » (entretien, 19/07/2021). Ce propos indique que l'attachement qu'elle a développé à l'endroit de sa famille nucléaire lui est rendu en retour affectivement. A titre d'illustration, elle affirme que « *Moi quand je suis malade, il y a mon mari qui prend en charge mes médicaments mais le plus souvent, ce sont mes enfants qui le font. C'est sur eux que je compte* » (Entretien, 19/07/2021).

L'on peut donc comprendre, dans ces conditions, ce que sa progéniture représente pour elle et ce qu'elle est en retour prête à faire lorsque celle-ci est en danger ou en insécurité. C'est donc le sentiment de déchirement et de désespoir qui s'est emparé d'elle qui l'a conduite à se livrer à Boko Haram dans l'espoir de sauver ce trésor que représente pour son époux et elle leur progéniture enlevée par ce groupe extrémiste. Amina précise que « *Moi je suis parti pour mes enfants et non à cause de l'Etat* » (Entretien, 19/07/2021). Ce qui signifie qu'elle n'a pas épousé la cause de Boko Haram qu'elle continue par ailleurs de considérer comme un groupe extrémiste dangereux et sanguinaire. Elle convie cependant ce qui suit : « *c'est une femme qui m'a entraîné dans le groupe* » (Entretien, 19/07/2021). Ce qui veut clairement dire que Boko Haram a recours à des relais dans le champ social qui travaille au recrutement sans contrainte des individus.

Quant à Kanaye, l'autre volontairement enrôlée, elle est une musulmane âgée de 20 ans et dont l'occupation déclarée est ménagère. Elle fait partie d'une communauté, les Boudouma, réputée pour son enrôlement par les groupes extrémistes à l'instar de Boko Haram. Cette réputation n'est cependant la traduction d'une complicité communautaire ou d'une socialisation qui préparerait à l'adoption de l'extrémisme violent. Le Chef de Base de Surveillance du Territoire (BST)/sous-Préfet Intérimaire de Bagasola urbain donne deux éléments de compréhension de cette tendance observée chez les Boudouma dans la province du Lac : « *Les gens qui y adhèrent le plus souvent sont les Boudouma qui sont dans les îles et se déplacent de temps en temps. Dans plusieurs localités du Lac, il n'y a pas assez d'écoles et donc les populations sont en majorité analphabètes. C'est pourquoi, on vient les endoctriner facilement pour les amener dans les îles ou vers le Nigéria* » (Entretien, 22/07/2021). Le premier élément c'est que cette communauté se trouve dans le territoire des opérations de Boko Haram ; un territoire dans lequel la présence de l'Etat demeure relative. Ce qui laisse une marge de manœuvre aux groupes extrémistes face au volume des déplacements qu'impose la vie dans ces sites. Le second élément, c'est que l'absence d'écoles dans ces îles organise un environnement d'analphabétisme qui rend les Boudouma vulnérables à l'endoctrinement. Ces éclairages permettent de constater que l'enrôlement de Kanaye ne constitue pas une fatalité, mais une démarche conjoncturelle.

Kanaye vit dans une habitation de 4 personnes, tous sont des musulmans. Elle est mariée et sans enfant. Avant son adhésion volontaire à Boko Haram, elle n'était pas membre d'une association musulmane ni d'un groupe WhatsApp encore moins d'un groupe Facebook spécialisé. D'ailleurs, le type de téléphone qu'elle avait ne lui permettait pas d'opérer ce type de communication. Et déclare à ce sujet ce qui suit : « *Je n'avais qu'un petit téléphone qui me permettait de communiquer juste avec mes proches* » (Entretien, 23/07/2021). Elle dit qu'elle « *faisait juste partie des études coraniques organisées par les marabouts à l'intention des femmes de la localité* » (Entretien, 23/07/2021). Mais aujourd'hui, dit-elle, « *Le téléphone que j'ai c'est Itel [une marque locale]. C'est un petit téléphone que mon mari m'a payé quand nous*

sommes revenus au village. C'est quand on l'a reversé [recruté] dans l'armée qu'il m'a payé cela avec son premier salaire. Il a aussi adhéré au groupe Boko Haram avant qu'on n'ait décidé de fuir ensemble pour venir ici. On s'est marié là-bas » (Entretien, 23/07/2021).

L'analyse des parcours respectifs d'Amina et de Kanaye fournit des pistes éclairantes pour mettre en évidence les ressorts de leur choix de se faire enrôler par Boko Haram. Deux éléments majeurs ont été déterminants pour décider Amina à devenir membre de ce groupe extrémiste. Si l'on en croit son témoignage, poussée par son attachement à sa progéniture elle n'a pas supporté son enlèvement par Boko Haram. Aussi Amina prend-elle la peine de préciser le sens et la portée de sa décision de rejoindre ce groupe extrémiste lorsqu'elle confie ce qui suit : *« Je suis attachée à ma famille et non à ce groupe. J'étais obligé de faire de ce groupe ma nouvelle famille parce que la vie de mes enfants en dépendait surtout que j'étais prête à mourir pour eux. »* (Entretien du 19/07/2021). De ce propos, il ressort qu'Amina n'a pas rejoint Boko Haram parce qu'elle a été convaincue par son idéologie et son combat ; elle n'a jamais épousé la cause du groupe. Son enrôlement n'est volontaire qu'en apparence parce qu'elle apparaît comme une réaction mécanique d'une mère déchirée par l'enlèvement de ses enfants. Dans cette perspective, le choix de suivre Boko Haram pour sauver ses enfants prend un sens sacrificiel. C'est ce qu'elle confirme à travers cette affirmation : *« Or, moi, j'y suis allé pour leur demander de me garder à leur service et de laisser mes gens en paix. Maintenant que je suis enfuie, je sais qu'ils me recherchent. C'est pour cette raison que je ne sors pas de mon village de peur de me faire tuer »* (entretien du 19/07/2021) ou encore *« Moi je voulais offrir mes services contre la liberté de mes enfants. Et comme chacun a sa manière de réfléchir, les autres vous diront ce qu'elles pensent aussi. »* (Entretien du 19/07/2021).

Amina reconnaît cependant qu'elle ne serait pas parvenue toute seule si elle n'avait été appâtée et poussée à la séduction d'adhérer à Boko Haram en échange de la libération de ses enfants par une amie d'enfance. Elle confesse en toute honnêteté à ce sujet que *« La personne qui m'a menti pour que je parte rejoindre ce groupe de mauvaises personnes était une amie d'enfance, nous avons grandi ensemble et nous avons toujours été liées. Et donc j'avais eu confiance en elle. C'est pourquoi je l'ai suivie. Malheureusement, ils ont appris qu'elle avait de contact avec sa famille et ils l'ont tuée, c'est d'ailleurs en voyant tout ça que me suis échappée »* (Entretien du 19/07/2021). C'est également grâce le traitement réservé à cette amie d'enfance par Boko Haram qu'Amina prend conscience du danger qu'elle coure et décide alors de s'évader. Au total, deux choses auront été déterminantes pour faire plier Amina, l'amour maternel et la confiance à une amie de longue date. La première peut être qualifiée de motivation indirecte. Celle-ci ne peut devenir réalité si elle ne s'accompagne pas d'une motivation pour le passage à l'acte.

Quant à Kanaye, son témoignage est sans appel : *« Ce qui m'a amené à m'engager avec Boko Haram c'est mon oncle paternel. Il faisait partie des combattants de Boko Haram et il m'a convaincue de les rejoindre. Ils sont venus nous amener à adhérer à leur groupe. Mon engagement avec ces gens était volontaire car c'est moi-même qui ai accepté de rejoindre mon oncle. Mais après la mort de mon oncle, j'ai décidé de rentrer dans notre village »* (Entretien, 23/07/2021). Ce propos témoigne du fait que Kanaye a été victime de la démarche de son oncle dans son itinéraire d'incorporation à Boko Haram. Dans cet itinéraire, les responsables du groupe extrémiste entendent se rassurer de la solidité de l'engagement de chaque nouvelle recrue. Et pour le vérifier, confie Kanaye, *« Quand on devient membre de Boko Haram, pour montrer notre fidélité au groupe, on doit chercher à convaincre d'autres personnes à adhérer au groupe par tous les moyens. Si on te propose d'aller tuer les gens, tu*

ne dois pas y renoncer. Tu es obligée d'y aller pour mener des opérations kamikazes » (Entretien, 23/07/2021). C'est le même témoignage que fait Amina quand elle confie que *« Pour leur montrer qu'on est loyal, ils demandent on doit faire comme les autres et leur amener nos amis, nos familles, nos enfants ou nos époux. Or, moi, j'y suis allé pour leur demander de me garder à leur service et de laisser mes gens en paix. Maintenant que je suis enfuie, je sais qu'ils me recherchent. C'est pour cette raison que je ne sors pas de mon village de peur de me faire tuer »* (Entretien du 19/07/2021).

Il s'agit là d'un procédé classique qui fait partie des rites par lesquels chaque nouvelle recrue passe pour arriver à convaincre les responsables du groupe extrémiste du sérieux de son engagement et de sa fidélité et confirmation de l'adhésion. C'est ce que l'oncle de Kanaye a fait ; comme cela apparaît clairement du témoignage de cette dernière, il a fait enrôler sa nièce en échange de sa démonstration de loyauté envers le groupe :

« Mon adhésion au groupe Boko Haram est l'œuvre de mon oncle qui m'a convaincu que là-bas je pourrais avoir tout ce que je veux pour vivre heureuse. Ici, dans notre localité je n'arrivais à trouver de l'argent pour faire le commerce ou pour satisfaire mes besoins qui nécessitent de l'argent. C'est ainsi qu'il m'a proposé de les rejoindre et que j'aurais tout ce dont j'en ai besoin. Mais, une fois là-bas je n'ai rien eu c'est pourquoi, après sa mort j'ai décidé de fuir pour rentrer chez nous. Il est mort dans les attaques avec les agents de force de l'ordre » (Entretien, 23/07/2021).

Kanaye précise cependant ce qui suit : *« Comme je venais de le dire mon adhésion a été guidé par la quête des meilleures conditions de vie donc ce n'est pas pour défendre la cause de l'islam que je suis partie mais pour espérer avoir un peu d'argent pour satisfaire mes besoins. »* (Entretien, 23/07/2021). Comme dans le cas d'Amina, Kanaye ne s'est pas faite enrôlée dans le groupe Boko Haram parce qu'elle a été convaincu par leur idéologie et la cause qu'il défend. C'est la confiance en son oncle qui l'a amené à croire aux promesses qu'il lui a fait miroitées. Voici les promesses faites par l'oncle pour arriver à décider sa nièce d'après le témoignage de Kanaye elle-même : *« Quand j'ai fait la connaissance de ce groupe extrémiste, mon oncle me l'a présenté comme un groupe de bienfaiteur. Il me disait que je pouvais avoir avec eux des moyens pour pouvoir subvenir à mes besoins que je n'arrivais pas à trouver ici »* (Entretien, 23/07/2021).

L'oncle a ensuite laissé place à d'autres membres du groupe extrémiste pour mieux s'approprier la nouvelle proie. Voici le témoignage de Kanaye rendant compte de son premier contact :

- *« J'ai fait la connaissance des amis des groupes extrémistes par l'intermédiaire de mon oncle. Il m'appelait toujours au téléphone pour me convaincre de les rejoindre »* (entretien, 23/07/2021).
- *« Mon premier contact s'est bien passé parce qu'ils ont apprécié le fait que j'ai écouté mon oncle et m'ont dit que je m'engage pour une bonne cause donc je n'aurais à me plaindre car ils ont tout ce dont j'aurais besoin pour satisfaire mes besoins qui nécessitent de l'argent. Ils m'ont rassuré. »* (Entretien, 23/07/2021).

A travers ce récit de Kanaye, l'on voit bien que le processus semble bien huilé. D'abord l'oncle, c'est-à-dire un membre de la famille, bref un proche ne qui l'on a confiance, ensuite le contact par le truchement du téléphone et enfin une rencontre en face-à-face.

Contrairement au schéma d'enrôlement d'Amina, celui de Kanaye n'est pas motivé pas une volonté de sa sacrifier pour un membre de la parentèle. Dans son cas, par contre, les choses

commencent par un parent en qui l'on a confiance au nom des liens de filiation. Mais ce dernier, à l'instar de l'oncle de Kanaye, ne prend plus en compte le lien de filiation avec son parent devenu plutôt un instrument nécessaire à son projet d'intégration dans le groupe extrémiste qu'il a rejoint auparavant. L'oncle de Kanaye a, en réalité, profité de sa naïveté et son absence de disposition au soupçon par le questionnement sur les choix déterminants dans sa vie. L'on peut faire l'hypothèse que le niveau d'études de Kanaye ne lui a pas beaucoup rendu service à ce sujet. Elle est, en effet, analphabète. Le recours aux proches apparaît comme une stratégie qui permet aux groupes extrémistes de recruter sans prendre de risque de se faire prendre. Un membre de la parentèle qui fréquente ses parents, cela ne peut éveiller aucun soupçon dans le village ou au sein de la communauté. Par contre des gens qui forment un regroupement de soutien et qui se réunissent même en cachette font courir des risques aux groupes extrémistes qu'ils soutiennent de se faire infiltrer par l'armée et de se faire démasquer.

Bien que ce ne soit pas un enrôlement volontaire, le cas de Djibrila de la localité de Midi Koura (province du Lac), âgée de 36 ans abandonnée par l'époux car rentrée enceinte après avoir échappée à Boko Haram, donne des éléments de vulnérabilité à ce type de choix. Voici ce qu'elle a confié à l'équipe de recherche : « *Regardez maintenant, mon mari m'a quitté parce je suis rentrée étant enceinte or c'est son enfant que je portais. Je peux repartir parce que je suis abandonné* » (Entretien, 20/07/2021). Ce propos indique que le traitement que subissent certaines femmes, notamment les frustrations mal digérées par certaines repenties peuvent susciter un engagement à nouveau dans les groupes extrémistes par révolte et désir de vengeance.

Quels que soient les procédés et les mécanismes mobilisés pour susciter des enrôlements volontaires, il reste que les groupes extrémistes résolvent un problème d'importance chaque fois qu'ils recrutent. C'est davantage bénéfique pour eux quand dans ces recrutements, l'on compte des femmes. Celles-ci représentent pour leurs actions une ressource humaine stratégique. L'on a, effet, fait le constat que si les hommes sont nécessaires aux groupes extrémistes pour les combats contre l'armée tchadienne, ils sont dans le besoin des femmes pour perpétrer les attentats-suicides. De nombreuses raisons sont évoquées pour justifier cette exploitation stratégique de la gent féminine par les groupes extrémistes.

Pour certaines de leurs anciennes recrues comme Kouta de la localité de Méléa (province du Lac), « *Ce qui motive Boko Haram à rechercher les services des femmes pour mener des opérations kamikazes c'est parce que les femmes sont les personnes les plus marginalisées dans notre communauté, c'est parce que ces femmes peuvent croire facilement à la promesse d'aller au paradis et se venger de la société* » (Entretien, 21/07/2021). L'on instrumentaliserait donc la marginalité de la femme en la trompant que le fait de porter des bombes améliore leur statut sociopolitique en les faisant participer à la prise de décision, travail auquel elle est ordinairement exclue dans les sociétés paysannes. Pour Amina, la femme représente un atout au marché :

« Je pense que comme les femmes sont les plus nombreuses au marché, celle qui porte la bombe peut facilement se dissimuler au milieu d'elles. En plus lorsqu'on lui dit que certaines de ses actions peuvent avoir d'effets positifs pour ses enfants, elle accepte facilement. Parfois lorsque j'étais dans leur camp, ils nous disaient que notre lutte était bien fondée car elle consistait à faire connaître Dieu au monde en commençant par nos frères. Alors en mourant pour Dieu on partait directement au paradis, c'est ainsi que les femmes se font plus avoir. » (Entretien du 19/07/2021).

En plus de pouvoir passé facilement inaperçu au marché, ce serait parce que l'on arrive à flatter avec facilité la crédulité de la femme. C'est à peu près le même argument que mobilise Kanaye qui accuse la tendance de la femme à la docilité par rapport à l'homme : « *Je pense que les Boko Haram préfèrent rechercher les services des femmes pour mener des opérations kamikazes par rapport aux hommes parce que les femmes sont dociles et on peut facilement les tromper. On leur fait croire quand elles se font exploser, elles auront accès au paradis après leur mort* » (Entretien, 23/07/2021).

Les groupes extrémistes ne préfèrent cependant pas toutes les femmes, il y a une prédilection pour les plus jeunes. C'est ce qui ressort de ce témoignage de cette repentie de Boko Haram, Mahamat, 34 ans ménagère de Midi Koura (province du Lac) : « *ils préfèrent les jeunes filles qui ont entre 15 et 35 ans parce qu'ils vont les épouser* » (entretien, 20/07/2021). C'est le même point de vue que soutient Kanaye : « *Les groupes extrémistes ont une préférence pour l'âge de la femme. Ils sollicitent le service des plus jeunes entre 20 ans et 35 ans parce qu'elles ont la force, elles sont considérées comme innocentes et peuvent facilement fuir* » (Entretien, 23/07/2021).

Mais comme, le démontre la présente étude, même s'il a gardé son caractère féminin, l'enrôlement volontaire tend à disparaître. En tout cas, il est devenu un phénomène marginal dans les provinces de Hadjer Lamis et du Lac. Or, les groupes extrémistes n'ont pas abandonné leurs activités. A l'instar de Boko Haram dans ces deux provinces, ils continuent à sévir. Et comme ils font face au déficit de ressources humaines, notamment de combattants, ces groupes sont obligés de procéder par la force en recourant aux enlèvements.

5.2.2. Les enlèvements comme fragilité de l'enracinement de l'extrémisme violent

Au lieu d'attirer les populations vers eux comme le prévoyait leur stratégie de recrutement par le biais de la séduction, les groupes extrémistes ont plutôt réussi à se faire redouter par tout le monde qui en a entendu parler. Pour les acteurs sociaux qui ont vécu dans un théâtre où l'un ces groupes sévit, cette attitude de méfiance est substituée par une peur-panique. C'est cette dernière qui a transformé nombre de personnes ayant été témoin de la violence et des atrocités que les combattants de ces groupes extrémistes font subir aux populations dans leurs zones d'opérations en fuyitifs permanents. C'est le cas de Mbodou, une tchadienne de 56 ans installée actuellement à Ngouboua (province du Lac) jadis mariée au Nigéria qui a fui se pays et vit depuis sur le qui-vive comme le témoigne sa confiance suivante : « *Je me suis déplacée de village en village pour arriver ici. Parce qu'à chaque fois que les combattants de Boko Haram arrivent et qu'on se déplace, ils nous rattrapent et on fuit encore. Alors on a décidé de traverser pour venir s'installer ici* » (Entretien, 23/07/2021).

Cette transformation de Mbodou en fugitive permanente permet également de comprendre pourquoi beaucoup de personnes enrôlées par les groupes extrémistes le sont par contrainte comme on l'a vu plus haut. Aminatou, cette ménagère de la localité de Yakoua (province du Lac) âgée de 26 ans, témoigne à ce sujet ce qui suit : « *Je ne connais pas des femmes qui ont adhéré volontairement aux groupes extrémistes mais il faut dire que certaines femmes ont regagné ces groupes, parce qu'elles ont quelque chose à reprocher à l'Etat.* » (Entretien, 19/07/2021). L'on saisit alors pourquoi Amina, des deux volontaires dont vient de traiter le présent rapport, soutient qu'« *On n'accepte pas de rejoindre les rangs de Boko Haram seul ou encore de se faire exploser, on est toujours forcé de le faire. La grande majorité des femmes là-bas sont arrivées par force. Lorsqu'on décide que c'est toi qui dois te faire exploser, on te*

dit que c'est Dieu qui a porté son choix sur toi c'est pourquoi tu dois lui obéir pour avoir le salut éternel » (Entretien, 19/07/2021).

Les témoignages de repenties qui précèdent indiquent que le recours aux enlèvements exprime l'échec de l'enrôlement à partir de la recherche de la conversion. Le recours aux kidnappings montre que les groupes extrémistes n'ont pas réussi à convertir les populations pour en faire des supporters ou des partenaires. Les raisons de cet échec ont déjà été évoquées plus haut. Cette subdivision propose plutôt de faire connaissance avec les procédés et les stratégies mobilisés par les groupes extrémistes pour opérer les kidnappings dans les villages. Globalement, l'analyse des données collectées a permis de dégager trois de figures qui sont récurrents dans la réalisation des enlèvements de femmes.

Djibrila, une agricultrice 36 ans divorcée, de la localité de Midi Koura (province du Lac) permet d'illustrer le premier cas de figure. Voici ci son témoignage sur le récit de son enlèvement par les combattants de Boko Haram :

« C'est vrai que je suis Boudouma et ce sont les gens de notre ethnie qui y vont plus et je ne sais pas pourquoi mais moi, je ne suis pas engagé dans Boko Haram. Je partais au bord de l'eau pour chercher du poisson un soir et un homme grand de taille et robuste m'est apparu avec un couteau qui brille comme un miroir et m'a dit de marcher devant lui, si je crie il me tuera. Comme j'avais déjà eu peur, je me suis mise à marcher, un peu plus loin, il a rangé son couteau et m'a soulevé pour vite marcher. C'est comme ça que je suis arrivé là-bas. » (Entretien, 20/07/2021).

Dans ce cas de figure, l'on calcule une femme isolée dans ses activités et un guet-apens lui est tendu. Une fois qu'elle tombe dans le piège, elle est enlevée puis transportée jusqu'à la base du groupe extrémiste où elle est faite captive.

Ménagère mariée et âgée de 30 qui vit dans la localité de Méléa (province du Lac), Kouta permet d'illustrer le second cas de figure. Voici son témoignage qui relate son enlèvement par Boko Haram : *« Ma connaissance avec les groupes extrémistes s'est faite ici même au village. Ils sont arrivés comme des voleurs dans la nuit et ils ont semé de désolations dans nos cœurs en tuant tous les gens qui leur opposaient une résistance. Ce sont des gens sans cœur. Ils n'éprouvent de pitié pour autrui »* (entretien, 21/07/2021). Ce sont des témoignages similaires que font ces repenties de Boko Haram :

-Mahamat, ménagère 34 mariée qui vit à Midi Koura (province du Lac) : *« Moi, j'ai adhéré au groupe par force. Ils sont venus nous enlevés au village et c'est comme ça que j'ai rejoint le les Boko Haram. Et, je suis obligé d'accepter de vivre avec eux »* (Entretien, 20/07/2021).

-Maboua, agricultrice mariée et âgée de 30 ans qui fait partie de la localité de Yakoua (province du Lac) : *« Je ne connais pas avant ces gens. Ils sont arrivés une nuit et nous ont amenées avec eux. Nous n'avons pas le droit de refuser. Si tu refuses, on te tue. Donc c'est ce jour-là que je les rencontrer. Ce sont des gens très méchants. »* (Entretien, 19/07/2021).

La technique utilisée par les groupes extrémistes qui transparaît de ces trois témoignages d'enlèvements de femmes est décrite avec précision par Mbodou, cette quinquagénaire de Ngouboua, qui connaît bien les stratégies de Boko Haram à cause de son expérience de fugitive. D'après elle, *« les combattants des groupes extrémistes viennent toujours en pleine nuit. Ce qui fait que lorsque nous dormons, on se réveille en sursaut au moindre petit bruit parce qu'on se dit que c'est eux. Il nous arrive lors des attaques de dormir pendant trois ou quatre jours dans la brousse, sans rien manger pour ensuite revenir sur nos villages comme*

de voleurs pour voir qui est encore vivant » (Entretien, 23/07/2021). Si dans le premier cas de figure, le procédé mobilisé est celui de l'embuscade, dans ce second cas de figure, la technique utilisée c'est celle du siège du village dans la nuit. La nuit n'est pas choisie au hasard. En investissant la nuit, les combattants des groupes extrémistes courent moins de risques d'être aperçus par les patrouilles de l'armée. Par ailleurs, en tant que moment de repos, la nuit est un moment de baisse de la vigilance pour les populations. En plus, la circulation et les mouvements des individus sont très limités dans la nuit. Il y a en plus que la nuit garantit un effet de surprise qui leur est avantageux si l'on considère que des gens qui sont sortis brutalement de leur sommeil peuvent difficilement leur opposer la résistance.

Cette incursion dans les villages est facilitée par les recrues des groupes extrémistes appartenant aux localités agressées. C'est ce que révèle Abdou, un agriculteur de 44 ans appartenant à la localité de Méléya Kago (province du Lac) quand il explique que « *C'est parce ces gens ont laissé leurs femmes ici [au village] pour partir qu'ils reviennent les chercher. Certains gardent le contact avec elles donc ils reviennent les chercher pour être ensemble là-bas. Les femmes des autres personnes et les filles qu'ils enlèvent, ils en font leurs épouses et ils les envoient avec des bombes pour se faire exploser et si elles refusent ils pourraient les tuer.* » (Entretien, 22/07/2021).

Une autre technique d'imposition est mobilisée par les groupes extrémistes pour extorquer l'allégeance des populations : sous la pression des combattants de ces groupes, les populations échangent leur allégeance au groupe contre sa *protection*. Bien qu'elle a recours à la contrainte, cette technique ne consiste pas à enlever les femmes. Boko Haram terrorise les populations pour les amener à transiger la liberté d'entreprendre et de mener leurs activités quotidiennes avec la reconnaissance de leur règne. Dans ce cas de figure, les populations s'engagent alors à soutenir les activités de Boko Haram en payant un impôt selon une périodicité définie. Cet impôt peut être payé en nature ou en numéraires. C'est ce type d'arrangement dont Kanaye fait allusion lorsqu'elle affirme que : « *En termes d'amélioration de leur statut sociopolitique, les femmes en s'alliant aux groupes extrémistes ces femmes peuvent avoir des terres pour cultiver, elles peuvent aller chercher librement de fagots pour préparer leur nourriture, ainsi que leurs maris peuvent pêcher librement et faire le commerce* » (Entretien, 23/07/2021). Ce choix est dicté par la logique de fonctionnement des groupes extrémistes sur le terrain. Comme témoigne Moussa, qui se présente comme le président des repentis de Midi Koura (province du Lac), « *Ici dans notre localité, les Boko Haram empêchent les gens de cultiver, de pratiquer la pêche* » (Entretien, 20/07/2021). En réalisant une telle transaction, les populations s'octroient une marge de manœuvre pour vaquer à leurs occupations. Ce type de choix est bien sûr dicté par l'instinct de survie dans une situation où la riposte de l'armée est inexistante.

Cette logique est poussée à son paroxysme avec Moussa, cet éleveur se présentant comme le président des repentis à Midi Koura, à travers son choix de se sacrifier en se faisant enrôler par Boko Haram en échange de la liberté de vaquer à leurs activités quotidiennes du reste des habitants du village. Il confesse, effet, ce qui suit : « *Ce qui m'a amené à m'engager avec Boko Haram c'est le fait que nous n'arrivons plus à cultiver ni pêcher en paix ici. Ils viennent dans le village et tuent les jeunes donc pour espérer avoir la vie sauve, je suis obligé de les rejoindre parce que là-bas au moins ils peuvent nous laisser travailler en paix* » (Entretien, 20/07/2021). Il s'agit là d'un acte d'agacement qui trahit l'émasculatation des populations rurales face au harcèlement permanent des groupes extrémistes.

Conclusion : synthèse et recommandations

Cette étude a permis de rendre compte de la dynamique des stratégies de recrutement des groupes extrémistes dans les provinces de Hadjer Lamis et du Lac. Les facteurs qui créent un environnement favorable à l'expansion des groupes extrémistes sont divers. L'on peut cependant les regrouper en facteurs directs et indirects.

Les facteurs indirects sont ceux qui favorisent la vulnérabilité des populations collectivement dans les zones concernées. A titre d'illustration, ce sont les mauvaises conditions de vie causées par l'extrême précarité qui structurent le quotidien des populations dans les provinces de Hadjer Lamis et du Lac. C'est cette mauvaise qualité de vie que tente d'instrumentaliser les groupes extrémistes pour convertir les infortunés qui en sont victimes. Si cette stratégie a porté des fruits jusqu'en 2017, l'incapacité des groupes extrémistes à tenir leur parole et leurs promesses, les atrocités commises par leurs combattants avec la désolation laissée dans les localités de leur séjour ainsi que l'incidence symbolique de la riposte de l'armée ont réussi à décourager les élans de sympathie à l'égard de ces barbares des temps modernes. C'est pour cette raison que les enrôlements volontaires sont devenus un phénomène marginal ne concernant que quelques femmes, elles-mêmes victimes également de manipulation par la propagande extrémiste. Ce que révèle l'analyse de l'enrôlement de cette minorité de femmes, c'est une mise à disposition de soi sans distanciation parce qu'elle n'est pas suivie par leur conversion à la cause extrémiste. Ces enrôlements volontaires contemporains dissimulent même une démarche d'instrumentalisation des groupes extrémistes par les nouvelles recrues qui entendent alors se servir d'eux de l'intérieur pour résoudre les problèmes causés par eux. Le cas d'Amina susmentionné l'illustre bien.

Les recrutements de femmes par les groupes extrémistes mettent en évidence la démission de l'Etat de ses missions quand ce n'est tout simplement pas l'inefficacité de son dispositif de gouvernance qui est en cause. Il s'agit également là de facteurs indirects. Le déficit d'Etat dans les zones d'intervention des groupes extrémistes favorise l'expansion de ceux-ci. La corruption de ses agents également.

Il existe également des facteurs directs qui justifient l'enrôlement des populations dans les groupes extrémistes. Pour traiter desdits facteurs, ce travail a permis de documenter les stratégies et techniques mobilisées par les groupes extrémistes pour perpétrer les kidnappings dans les villages et pour favoriser les recrutements volontaires ainsi que pour obtenir l'allégeance des populations dans les zones où ils sévissent.

Recommandations

Il s'agit de créer ou de renforcer toutes les initiatives qui peuvent décourager les femmes à rejoindre les groupes extrémistes. Les principaux points recommandés sont les suivants :

- Résorber le déficit d'Etat durement ressenti dans les zones rurales à travers la multiplication des postes de sécurité ;
- Améliorer les conditions de vie des populations en leur facilitant l'accès aux services de base, notamment à la santé, à l'éducation, l'eau potable et à l'électricité ;

- Créer des facilités pour supporter la volonté des populations à s'investir dans les activités génératrices de revenus par exemple en octroyant des micro-crédits aux femmes ;
- Soutenir les populations à travers une assistance à la pratique de l'agriculture et de l'élevage pouvant générer les revenus ;
- Réguler l'enseignement du coran dans les zones rurales ;
- Travailler à la construction d'une société inclusive sensible à la marginalisation de la gent féminine ;
- Repenser la place de la docilité dans l'éducation de la gent féminine au sein des familles ;
- Amener les familles à faire davantage de place à la gent féminine dans la prise des décisions ;
- Sensibiliser les autorités traditionnelles pour les amener à impliquer davantage les femmes à la prise de décision au sein de la communauté ;
- Faciliter l'accès à la propriété foncière à la gent féminine ;
- Sensibiliser les hommes, les époux notamment, sur les conséquences des frustrations vécues par la gent féminine en termes de vulnérabilité aux groupes extrémistes ;
- Sensibiliser les populations aux méfaits et dangers des groupes extrémistes (imams) ;
- Développer un programme de réinsertion socio-économique des repentis des groupes extrémistes ;
- Développer des initiatives pour occuper les jeunes et leur redonner confiance ;
- Etc.

Bibliographie

- Leroux, G. (2002). « Fondamentalisme et modernité : les trois monothéismes et les impasses de la raison ». *Horizons théologiques*, vol. 13, 1, pp. 71-89.
- Mouline, N. (2015). « Genèse du djihadisme ». *Le Monde diplomatique*. déc., pp. 1/14-15.
- Olivier de Sardan (J.-P.) (2021), *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Paris, Karthala.

Annexe : nombre d'entretiens et cibles retenues par localité

Province	Département	Localité	Nombre d'entretiens individuels	
Lac	Mamdi	Bol	1	
		Yakoua	4	
		Midi Koura	4	
		Méléa	5	
	Kaya	Bagasola	4	
		Gouboua/Dala	5	
		Koussiri	3	
		KoulKimé	2	
	Wayi	Ngouri	2	
		Koulkouru-Milita	1	
		Kirdjourom	1	
		Fori-Kebir	1	
		Ngourtou	2	
	<i>Total Lac</i>			35
	Hadjer Lamis	Biar	Haraze Al	Massaguet
Dandi			1	
Guitté			2	
Dagana		Karal	2	
<i>Total Hadjer Lamis</i>			8	
Total des entretiens individuels			43	